



número
204
zenbakia

2ª DE SEPTIEMBRE DE 2006

2006ko IRAILA 2.a

Boletín Quincenal de
Información Europea
Europari Buruzko
Hamabostekaria



Entrevista:
Anne-Marie Sigmund,
Presidenta del Comité
Económico y Social
Europeo

Pág. 3

Sesión plenaria PE:
Acuerdo sobre
transferencia de datos de
pasajeros

Pág. 8

El Parlamento Europeo
contra la contaminación de
los mares

Pág. 17

Gestión de la inmigración
clandestina

Pág. 20

Contencioso
nuclear UE- Irán

Pág. 24

Índice

Noticias

Entrevista	3
Acto	5

Integración Europea e Instituciones / Europar Integrazioa eta Erakundeak

Sesión Plenaria PE: Aprobado informe del Programa DAPHNE III	6
Sesión Plenaria PE: Simplificación de la Política Pesquera Común	7
Sesión plenaria PE: Acuerdo sobre transferencia de datos de pasajeros.....	8
Sesión Plenaria PE: Análisis relaciones UE con China, Albania y Kosovo	9

Política Social y Cultura / Gizarte Politika eta Kultura

Osasun mentalari buruzko zuzentara bat sustatu du Parlamentuak	10
Publicada consulta pública sobre alimentación, obesidad y actividad física.....	11

Economía / Ekonomia

Consejo de Agricultura y Pesca I	12
Consejo de Agricultura y Pesca II	13
Desarrollo Rural: Presupuesto 2007-2013	14
Gripe aviar: Luz verde a dos nuevas vacunas	15
Mediterraneorako ingurumen-estrategia	15
Hondamendien aurkako neurri gogorragoak eskatzen ditu Parlamentuak	16
Nuevas medidas de seguridad en el transporte aéreo	16
El Parlamento Europeo contra la contaminación de los mares	17
RTE-E: Primer informe de los coordinadores europeos	18
Financiación para investigación de los modelos Gris	19

Asuntos de Justicia e Interior / Justizia eta Barne Gaiak

Gestión de la inmigración clandestina	20
---	----

Relaciones Exteriores / Kanpo Harremanak

Consejo Asuntos Generales y Relaciones Exteriores I	21
Consejo de Asuntos Generales y Relaciones Exteriores II	22
VI Cumbre UE- Asia	23
Contencioso nuclear UE- Irán	24

Cuaderno de Referencias

Legislación.....	25
Licitaciones.....	35
Convocatoria de programas	41
Documentos oficiales	41
Documento.....	42

*Entrevista a Anne-Marie Sigmund,
Presidenta del Comité Económico y Social Europeo*

**"LE MODÈLE
EUROPÉEN DE SOCIÉTÉ
DEVRA FAIRE SES
PREUVES ET SE
DÉVELOPPER FACE À
LA MONDIALISATION"**



Anne-Marie Sigmund

1.- Quel est le rôle et mission du Comité Economique et Social Européen?

Le Comité économique et social européen est au niveau européen l'enceinte institutionnelle de consultation, de représentation, d'information et d'expression de la société civile organisée, enceinte qui permet aux représentants des organisations économiques, sociales et civiques des États membres d'être partie intégrante du processus de formation des politiques et des décisions au niveau communautaire.

Créé par les Traités de Rome en 1957, le Comité a vu son rôle confirmé et renforcé par le Traité de Nice, et par le projet de Constitution dans ses dispositions sur la démocratie participative et le dialogue civil.

2.-Le Conseil Européen a confié une mission au CESE: la stratégie de Lisbonne et à la stratégie de développement durable de l'Union européenne? Pourriez-vous nous en détailler sur ce propos?

Quant à la stratégie de Lisbonne, la tâche directement confiée au CESE par le Conseil européen lors du sommet de printemps 2005 a constitué une véritable première. La mission assignée au Comité de soutenir cette stratégie via un

réseau des Conseils économiques et sociaux nationaux et institutions similaires a signifié la reconnaissance de notre rôle institutionnel au plus haut niveau européen de décision.

La stratégie de durabilité était et reste une autre de nos priorités

L'étroite coopération que nous entretenons avec les CES nationaux dans le cadre de la stratégie de Lisbonne a pris une nouvelle dimension avec le rapport de synthèse de mars 2006. Cette forme de coopération est selon moi très prometteuse.

Le Conseil européen a salué nos efforts lors du sommet de printemps 2006 et renouvelé le mandat du CESE. Nous présenterons donc notre prochain rapport lors du sommet 2008. Grâce aux expériences positives réalisées, ce rapport sera encore plus approfondi et mettra l'accent sur les différentes priorités mises en exergue par le Conseil. Les travaux en ce sens ont déjà débuté.

La stratégie de durabilité était et reste une autre de nos priorités. Cette "valeur ajoutée" européenne, conçue comme un objectif en soi, a été placée au cœur d'un forum consultatif organisé en avril 2005. Celui-ci a été suivi en mars 2006 par une audition interinstitutionnelle organisée par le CESE à l'occasion d'un avis du Comité élaboré à la demande de la présidence autrichienne.

Nos efforts ont - là encore - été reconnus au plus haut niveau: lors de sa réunion de juin 2006, le Conseil européen a chargé le CESE d'une mission très concrète pour la poursuite des travaux en la matière. Les dispositions internes requises pour mener à bien cette mission viennent d'être adoptées à la fin de mon mandat.

Le modèle européen de société devra faire ses preuves et se développer face à la mondialisation

3.- Le CESE travaille également le point sur la communication de l'Europe aux citoyens. Pouvons-nous dire que le CESE est le pont entre la société civile et l'Union Européenne? Quels sont les défis du CESE sur ce propos?

Les difficultés rencontrées lors des efforts visant la ratification du Traité constitutionnel et la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne ont clairement démontré que nous avons besoin d'un large débat sur l'avenir de l'Europe. Définir les valeurs et objectifs européens qui nous sont communs constituera donc un des éléments essentiels qui devront être repris dans ce débat.

Ils représentent les parties constitutantes d'une culture européenne partagée qui ne doit pas rester l'apanage de cercles élitistes. La société civile organisée fournit une clé pour aborder toute cette problématique. Dans l'environnement où elle est ancrée, les valeurs communes sont non seulement discutées mais vécues. En dernière analyse, cette "culture vécue" peut faire office de relais de transmission pour susciter une conscience, une identité européenne. Dans son rôle de "pont" entre l'Europe et la société civile organisée, notre Comité est résolu à contribuer à réunir la politique européenne et la société civile.

Notre Comité s'engage donc très activement en vue de relever ce défi qui concerne l'ensemble des institutions euro-

péennes: éveiller (ou réveiller) l'intérêt pour l'Europe chez les citoyens.

Il s'agit là d'un projet de longue haleine. Nous avons opté pour des approches très innovantes, afin de traiter ce problème non seulement à Bruxelles même, mais aussi le plus près possible des personnes concernées. À titre d'exemple, je mentionnerai en particulier la série de "forums consultatifs" qui ont suscité un vif intérêt et grâce auxquels nous avons pu établir des canaux de communication directe entre les citoyens et les instances européennes officielles. Divers projets locaux réalisés par des étudiants sur le thème "Communiquer l'Europe" ont été publiés dans des brochures du CESE.

4.- Croyez-vous que l'Europe social est en crise?

Le modèle social européen - autre priorité de notre programme de travail de décembre 2004 - est revenu un an plus tard au devant de l'actualité suite à la discussion des chefs d'État et de gouvernement européens qui s'est tenue à Hampton Court.

Notre avis sur la question était donc d'une actualité aussi brûlante que la conférence conjointe de deux jours organisée avec l'OIT en juin 2006. Lors de cette manifestation, nous avons pu éveiller l'attention grâce à une approche très innovante: notre modèle économique et social a fait l'objet d'une étude approfondie non pas seulement dans une perspective européenne, comme à l'habitude, mais également internationale. Il en est résulté que ce modèle - qui est au cœur de la stratégie de Lisbonne - est un élément particulièrement important de l'identité européenne.

Le défi majeur à cet égard peut s'énoncer comme suit: comment préserver et renforcer un tel modèle européen de société dans le contexte mondial?

En septembre 2006, j'ai volontairement conçu la conférence biennale traditionnelle du CESE comme une conférence thématique sur les questions de "valeurs européennes / société européenne / identité européenne". Une série de "Rencontres du jeudi" - organisées toutes les deux sessions plénières de notre Comité - sur le thème "Ce qui cimente l'Europe" ont servi à sa préparation. La conférence précédemment évoquée sur le modèle social européen a également été un élément clé de ces préparatifs.

Le modèle européen de société devra faire ses preuves et se développer face à la mondialisation. Aussi les travaux de notre Comité continueront-ils à faire écho au thème de la "gouvernance mondiale".

ENCUENTRO EN LA DELEGACIÓN DE EUSKADI CON LOS GANADORES DEL "III PREMIO FRANCISCO JAVIER DE LANDABURU-CIVIS" DEL CONSEJO VASCO DEL MOVIMIENTO EUROPEO (EUROBASK)



El Consejero de Educación del Gobierno Vasco, **José Antonio Campos**; el Director General de las Relaciones Exteriores de la Comisión Europea, **Eneko Landaburu**; el Director de Asuntos Europeos del Gobierno Vasco, **Mikel Antón**; el Delegado de Euskadi en Bruselas, **Ibon Mendibelzua**; así como el Secretario Gral. del Movimiento Europeo, **Henri Kröner**; y el Secretario Gral. de EUROBASK, **Juan José Alvarez**, mantuvieron un encuentro el pasado 13 de Septiembre en la Delegación de Euskadi en Bruselas con los alumnos de secundaria y Aula de Mayores, ganadores de la tercera edición del Premio "Francisco Javier de Landaburu-Civis".

El diálogo instituciones-premiados se centró en el euro, así como con en las futuras acciones de la Unión Europea.

EUROBASK (Consejo Vasco del Movimiento Europeo) lanzó hace tres años un Premio de investigación en temas europeos, denominado "Francisco Javier de Landaburu-Civis".

Este organismo vio la necesidad de acercar Europa a la ciudadanía, y fortalecer los lazos de participación y de unión entre los europeos y los proyectos y acciones que se están llevando a cabo a nivel europeo.

El Premio, dirigido al sector educativo vasco (alumnos de secundaria y Aula de Mayores), tiene los siguientes objetivos:

- Promover un acercamiento de la sociedad vasca al proyecto de integración europea, así como

- Implicar a todos los sectores, y de una manera muy especial al sector educativo, en el proyecto europeo para fortalecer así la identidad europea.

El tema central de la convocatoria de este año ha sido: "El euro, más que una moneda". Los centros educativos que han resultado ganadores en esta edición son: "Aulas de experiencia de Bizkaia" y el "Instituto Aixerrota de Getxo".

Con respecto a los trabajos premiados:

- Los alumnos de "Las Aulas de la Experiencia de Bizkaia" elaboraron unas acertadas y brillantes reflexiones sobre los futuros desafíos del euro.

- Los alumnos del "Instituto Aixerrota de Getxo" elaboraron una página web trilingüe (euskeras, castellano, inglés), a modo de herramienta de sensibilización de los jóvenes respecto al éxito que ha supuesto la introducción del euro. Es una web de fácil navegación y uso por todos los centros educativos vascos.

De los trabajos premiados, el jurado destacó la originalidad y la variedad de los planteamientos; las cuestiones y temas recogidos en los mismos; y el entusiasmo europeo que se refleja en todos ellos.



SESIÓN PLENARIA PE: APROBADO INFORME DEL PROGRAMA DAPHNE III

Osoko bilkurak emakume, haur eta gazteen aurrak bortxakeriari buruzko Daphne III programari buruzko txostena aprobatu du.

El Pleno del Parlamento Europeo aprobó el 5 de septiembre, en primera lectura y por amplia mayoría (552 votos a favor, 51 en contra y 64 abstenciones), el informe de la diputada socialista alemana Lissy Gröner sobre el Programa Daphne III, destinado a combatir la violencia contra mujeres, niños y jóvenes.

Aunque en un principio Daphne III fue presentado por la Comisión Europea en un Programa común junto con "Información y prevención en materia de drogas", el Ejecutivo accedió a la petición del Parlamento de separar las dos vertientes para no restar importancia a la lucha contra la violencia contra mujeres y niños. Se adjudicaría así al Programa Daphne un presupuesto de 115,87 millones de euros para el periodo 2007-2013.

Las enmiendas del Parlamento al texto propuesto por la Comisión Europea añaden a los actos de violencia física, sexual y psicológica contra mujeres, niños y jóvenes la mención de la trata de seres humanos y la prostitución forzosa, que constituyen asimismo una violación de los derechos fundamentales. Entre los objetivos generales de Daphne se incluirá asimismo la lucha contra la violencia doméstica y la violencia de género.

El informe de Gröner solicitaba el establecimiento de objetivos parciales claros y creíbles como, por ejemplo, reducir a la mitad el número de personas víctimas de actos de violencia o de la trata de seres humanos en el curso de los próximos diez años; dichos objetivos parciales harían posible progresar en la prevención y lucha contra toda forma de violencia, erradicando cualquiera de sus manifestaciones. Esta enmienda fue sin embargo rechazada por el Pleno.

Los diputados incluyeron también entre los objetivos específicos de Daphne III la asistencia y protección a las víctimas y a los grupos de riesgo, y el inicio de acciones dirigidas a mujeres pertenecientes a comunidades con particularidades culturales o a minorías étnica. La ablación de órganos sexuales y los crímenes de honor fueron en este punto condenados por los diputados, que consideran que la violencia contra las mujeres no se puede justificar en ningún caso por formar parte de una tradición o práctica cultural.

Los europarlamentarios propusieron una larga lista de actuaciones que el Programa deberá acometer: continuar prestando un servicio de asistencia a ONG y otras organizaciones en la elaboración de sus proyectos y en el establecimiento de contactos con otros socios; establecer un grupo de reflexión que oriente a la Comisión respecto al contexto social, cultural y político en la selección de los proyectos y acciones complementarias; promover el Año Europeo contra la Violencia hacia las Mujeres; desarrollar y realizar acciones para la reintegración de las víctimas de violencia en el mercado de trabajo y en la vida social; investigar sobre las cau-

sas y la situación actual de la trata de mujeres y niños con objeto de explotarlos sexualmente, y desarrollar estrategias eficaces para la sensibilización pública con respecto a este tema; elaborar y ejecutar acciones específicas dirigidas a los grupos de riesgo para evitar el maltrato de los recién nacidos; y educar y formar adecuadamente a los profesionales competentes para que puedan reconocer más fácilmente los casos de violencia familiar.

Además, los diputados indicaron la conveniencia de prestar una atención especial a las mujeres pertenecientes a colectivos minoritarios, a las refugiadas, las emigrantes, las mujeres que viven en la pobreza en comunidades rurales o aisladas, las mujeres detenidas o internadas y las niñas, las mujeres homosexuales, las discapacitadas y las de avanzada edad, puesto que todas ellas están expuestas a mayores riesgos de violencia.

Varias eran las enmiendas referidas específicamente a los niños. A efectos del programa Daphne, el concepto de niño abarca para los eurodiputados a aquellas personas con edades comprendidas entre los 0 y los 18 años, de conformidad con los instrumentos internacionales relativos a los derechos del niño. Otros grupos beneficiarios son los adolescentes (entre 13 y 19 años) y las personas entre 12 y 25 años; los proyectos con acciones destinadas a estos grupos se considerarán acciones destinadas a los "jóvenes". Se considerarán víctimas de violencia no sólo los niños directamente expuestos a actos de violencia, sino también aquellos que ven agredir a su madre, puesto que la violencia contra las mujeres que son madres afecta directa e indirectamente a sus hijos y tiene consecuencias negativas para su salud emocional y psíquica.

Por otro lado, los niños que viven en la calle serán objeto de atención especial por parte del programa, ya que son víctimas de los traficantes de drogas y seres humanos y sufren además actos de violencia y abusos sexuales. La reinserción de estos niños en la sociedad requerirá un programa que ofrezca respuestas a los problemas sociales y familiares y sea respetuoso con las necesidades de este colectivo.

Además, el informe insta a apoyar acciones encaminadas a colaborar en la financiación de organizaciones con un interés común en la defensa de los niños desaparecidos y sexualmente explotados, así como en la lucha contra el secuestro de niños y la pederastia. Se menciona en este sentido a la Red Europea de Defensores del Menor (ENOC), que agrupa a instituciones independientes de defensa de los derechos de los niños de veinticuatro Estados miembros del Consejo de Europa y cuyos objetivos son: lograr la máxima aplicación posible de la Convención sobre los Derechos del Niño; apoyar la presión colectiva en favor de los derechos de los niños; compartir información, enfoques y estrategias, y fomentar la creación de oficinas independientes destinadas a la protección de los niños.

ADOPTADOS TRES INFORMES

SESIÓN PLENARIA PE: SIMPLIFICACIÓN DE LA POLÍTICA PESQUERA COMÚN

Parlamentuaren osoko bilkurak hiru txosten aprobatu zituen Arrantza politika komuna eta Comoras eta Seychellesekin sinaturiko arrantza akordioei buruz, hain zuzen ere.

El Parlamento aprobó el 7 de septiembre un informe sobre el Plan de Acción 2006-2008 de la Comisión para la **simplificación y mejora de la Política Pesquera Común** (PPC). Ya en 2005 el Consejo había aceptado las líneas generales propuestas por la Comisión en una Comunicación al respecto, manifestando su acuerdo con los objetivos definidos para la simplificación y mayor eficacia de la PPC: mejora de la claridad, simplificación y accesibilidad de los textos existentes, y reducción de las cargas y costes administrativos de las administraciones públicas y los profesionales.

La Comisión precisa tres categorías de actos a simplificar durante el periodo 2006-2008: aquellos cuya revisión se ha iniciado ya, los actos legislativos futuros y, principalmente, determinados actos en vigor cuya simplificación sea prioritaria.

El Ejecutivo considera que la simplificación deberá abarcar prioritariamente determinadas disposiciones reglamentarias relativas a las medidas de gestión y control de las actividades pesqueras. Respecto a la política de conservación de los recursos pesqueros, serán prioritarios los instrumentos legislativos para la gestión y conservación de poblaciones de peces, las medidas para la protección de los alevines, y la recogida y gestión de datos para la realización de la PPC. Respecto al control de las actividades de pesca, la simplificación deberá concentrarse en: adaptar las disposiciones legales al respecto; informatizar las medidas de gestión y conservación de los recursos pesqueros y mejorar su aplicación; reducir las obligaciones de información; y mejorar la gestión de las autorizaciones de pesca fuera de la UE.

El ponente - Philippe Morillon (ALDE, Francia) - y los diputados suscribieron los objetivos y metodología propuestos por la Comisión, aunque consideraron necesario ampliar los plazos para su aplicación. Según Morillon, los aspectos fundamentales de los objetivos de simplificación son: la mejora de las consultas previas, la aportación de las estructuras consultivas del sector, un uso más frecuente de los análisis de impacto, el empleo sistemático de evaluaciones de eficacia y aplicación de las medidas adoptadas, y la revisión de la estructura jurídica de las disposiciones existentes. El ponente defendió también un mayor uso de la informática, las TIC y la automatización, que deberán introducirse gradualmente y teniendo en cuenta dificultades técnicas y costes.

Además de los ámbitos prioritarios identificados por el Ejecutivo, el texto adoptado destaca la necesidad de avanzar en la simplificación de los acuerdos de cooperación de pesca, desarrollando un "acuerdo modelo" que consagre los derechos y obligaciones de la UE y los terceros países.

Por otra parte, los diputados solicitaron cautela a la Comisión a la hora de autorizar a los Estados miembros a adoptar determinadas medidas de aplicación local referentes a la conservación y gestión de los recursos pesqueros, lo que podría generar situaciones discriminatorias entre Estados. El informe remarcaba asimismo que los métodos y acciones de simplificación no deberán sustituir o cuestionar el proceso de toma de decisión, el equilibrio institucional comunitario y, particularmente, el papel del Parlamento.

El Pleno aprobó asimismo el 6 de septiembre el informe del portugués Capoulas Santos (PSE) relativo a la propuesta de reglamento sobre el **Acuerdo de asociación en el sector pesquero entre la UE y las Comoras**. El primer acuerdo de pesca entre UE y Comoras data de 1988 y fue sustituido por el Acuerdo de Asociación de 2004. El Protocolo asociado (2005) permanecerá en vigor hasta diciembre de 2010. El ponente lamentó el papel secundario del Parlamento en este procedimiento, y señaló que la propuesta legislativa y el Protocolo deberían haberse examinado simultáneamente.

La simplificación no sustituirá el proceso de toma de decisión, el equilibrio institucional comunitario y, particularmente, el papel del Parlamento

El Acuerdo en cuestión se inscribe en la nueva estrategia de la dimensión exterior de la PPC: los acuerdos de asociación sustituirán a los antiguos acuerdos bilaterales de pesca para contribuir más adecuadamente a la coherencia de los objetivos de las políticas de pesca, medio ambiente y cooperación al desarrollo. Se pretende así conciliar la defensa de los intereses del sector pesquero europeo y el mantenimiento de su flota de altura, respetando los principios de una pesca responsable y sostenible y mejorando la capacidad de los países en desarrollo para explotar sus recursos marinos, aumentar el valor añadido local y obtener el precio más justo posible por los derechos de acceso de las flotas comunitarias. Teniendo en cuenta los graves problemas de desarrollo económico y social de Comoras, este enfoque fue gratamente acogido por los diputados. El ponente también remarcó con satisfacción el respeto mostrado a la soberanía comorense en el marco del Acuerdo y se felicitó por el interés en mantener un diálogo político permanente.

El mismo día 6 los diputados aprobaron el informe de la española Carmen Fraga (PPE-DE) referido a la propuesta de reglamento sobre el **Acuerdo de asociación en el sector pesquero entre la UE y la República de Seychelles**, por el que se pretende adaptar el acuerdo de 1987 al nuevo enfoque comunitario sobre acuerdos con terceros países. El informe adoptado por el Pleno aprueba la propuesta de la Comisión, pero lamenta que el protocolo firmado en 2004 y el acuerdo de 2005 no se hiciesen coincidir, ahorrándose así la mitad de las gestiones administrativas originadas. Los diputados animaron a la Comisión a velar por que el dispositivo del acuerdo corresponda a su contenido, primando la transparencia y evitando que conflictos y malentendidos en su aplicación y control perjudiquen la actividad de la flota comunitaria y las relaciones con terceros países en el ámbito pesquero. Los diputados desean asimismo que la cláusula de exclusividad figure en el texto de los acuerdos - también en los ya celebrados -, y no sólo en los protocolos.



PRESENTADAS RECOMENDACIONES



SESIÓN PLENARIA PE: ACUERDO SOBRE TRANSFERENCIA DE DATOS DE PASAJEROS

Europako Parlamentuak akordio berriari buruzko gomendioak aprobatu zituen, bitartean Europako Batzordeak Estatu Batuekin negoziaketak hasi dituelarik, Europako Justizi Auzitegiak aurreko akordioa baliogabetzearen ondorioz sorturiko hutsune juridikoa ekiditeko.

La sesión plenaria del Parlamento Europeo, celebrada en Estrasburgo entre del 4 al 7 de septiembre pasados, aprobó una Recomendación que contiene una serie de directrices sobre el acuerdo que UE y EEUU han de negociar antes del 1 de octubre sobre el tratamiento y la transferencia de datos personales de los pasajeros de vuelos con destino u origen en los Estados Unidos (o que atravesen el territorio).

“Si los EEUU se ponen a negociar con los veinticinco después del 1 de octubre, varios millones de pasajeros se exponen a una reducción de su libertad individual”, Franco Frattini, Comisario de Justicia

El debate parlamentario y el inicio de las negociaciones han coincidido en el tiempo porque los plazos son muy apretados. El actual acuerdo (anulado por el Tribunal Europeo de Justicia) expira el 30 de septiembre; por otro lado, no conviene demorar el acuerdo y dejar un período de tiempo de “vacío jurídico” con los riesgos que ello entraña para la seguridad y la adecuada protección de los datos de los ciudadanos europeos; además, **sería ilógico pensar en la opción** (sugerida en algún momento) **de acuerdos bilaterales de cada país con los EEUU**. “Si los EEUU se ponen a negociar con los veinticinco después del 1 de octubre, varios millones de pasajeros se exponen a una reducción de su libertad individual”, ha advertido Franco Frattini, Comisario de Libertad, Justicia y Seguridad.

El problema se remonta a septiembre de 2001 cuando, tras los atentados terroristas en la ciudad de Nueva York, los EEUU adoptaron una normativa según la cual las compañías aéreas que operan en aeropuertos norteamericanos han de facilitar a las autoridades estadounidenses un acceso electrónico a los datos contenidos en sus sistemas de reserva y de control de salidas, lo que se denomina Passenger Name Records (PNR).

La Comisión inició negociaciones con los EEUU para tratar de adecuar estas exigencias a la normativa comunitaria de protección de datos, tras las cuales, en mayo de 2004, la Comisión adoptó una Decisión declarando la idoneidad de los sistemas de protección de datos estadounidenses y, pocos días después, el Consejo adoptó otra por la que se aprobaba la celebración de un acuerdo entre la UE y los EEUU regulando el tratamiento y la transferencia de esos datos.

Sin embargo, el 30 de mayo de 2006 el TEJ anuló el acuerdo con los EEUU y declaraba que ambas decisiones (la de la Comisión y la del Consejo) habían sido adoptadas sobre una base jurídica

inadecuada, todo ello sin entrar en los términos del acuerdo. El 30 de septiembre próximo, 90 días después de la anulación, el acuerdo UE-EEUU dejará de tener efectos legales.

El Consejo decidió el pasado 22 de junio negociar un nuevo acuerdo sobre la base del artículo 24 del Tratado de la Unión Europea que explica que en cuestiones relativas a la política exterior y de seguridad común, cuando la UE haya de celebrar un acuerdo con uno o varios Estados u organizaciones internacionales, “el Consejo podrá autorizar a la Presidencia, en su caso asistida por la Comisión, a entablar negociaciones a tal efecto”, sin que sea precisa la consulta formal al Parlamento Europeo ni el acuerdo se vea sometido a la competencia del TEJ. El Consejo desea cerrar un acuerdo con el mismo contenido que el anterior y que sea vigente hasta noviembre de 2007.

El Parlamento Europeo, por su parte, debatió la cuestión en su sesión de primeros de septiembre y llegó a algunas conclusiones que se recogen en la Recomendación aprobada por el pleno. Se habla en ella de una estrategia en dos etapas: en un primer momento, el Parlamento considera que la UE debería alcanzar un acuerdo de corta duración, con el 30 de noviembre de 2007 como límite, que garantice el tráfico aéreo transoceánico durante el próximo año, mientras se negocia un verdadero acuerdo, válido a partir de esa fecha.

Los parlamentarios exigen asistir a esta primera negociación en calidad de observadores; además, piden que la administración estadounidense cumpla los compromisos recogidos en el primer acuerdo (tras dos años de vigencia), que se limite la cantidad de datos que puedan solicitarse y que se incluyan las cláusulas de salvaguarda suficientes.

Tras estas exigencias está el deseo europeo de que el sistema de acceso electrónico a los datos por parte de las autoridades estadounidenses transite desde el actual, calificado de “sistema BULL” (son ellos quienes acceden a las bases de las compañías aéreas y toman los datos en bruto), a otro de los denominados “PUSH”, en el que las compañías suministrarán de manera selectiva los datos de ciertos viajeros cuando éstos fueran requeridos por los servicios fronterizos de los EEUU. También está sobre la mesa la cantidad de campos informativos que el PRN estadounidense exige hasta ahora (hasta 34 datos), de los que, como se ha demostrado, la mayoría son inútiles.

Para el próximo acuerdo, el posterior a noviembre de 2007, los diputados piden que el Consejo acceda a negociarlo mediante el procedimiento de codecisión (lo que les daría el protagonismo que ahora no tienen), utilizando la llamada “cláusula pasarela” que permitiría transferir un asunto de seguridad del tercero al primer pilar. Finalmente, el Parlamento propone iniciar desde este mismo año un diálogo con los parlamentos nacionales de la UE y con las cámaras legislativas de EEUU, Canadá y Australia.

Con matices, todos los grupos parlamentarios se manifestaron a favor del acuerdo: “Apoyamos el objetivo de combatir el terrorismo y queremos cooperar con los Estados Unidos”, afirmó el portugués Carlos Coelho, portavoz de los populares; “Sin acuerdo no habrá ninguna garantía para la protección de los datos personales”, recordó por su parte la socialista francesa Martine Roure.

PREOCUPACIÓN CON LAS RELACIONES CON CHINA

SESIÓN PLENARIA PE: ANÁLISIS RELACIONES UE CON CHINA, ALBANIA Y KOSOVO

Europako Parlamentuaren Plenoak Txinarekin dauden erlazioak kezkaz aztertu ditu, era berean Albaniarekin lortu beharreko akordioari bidea ireki diolarik eta Europako Batasunak Kosovon izan behar duen betebeharraren definizioan lan eginaz.

El Parlamento Europeo se manifestó unánimemente a favor de la celebración del Acuerdo de Estabilización y Asociación UE-Albania en la sesión plenaria del pasado 6 de septiembre celebrada en Estrasburgo. Los diputados expresan su apoyo a la "orientación europea" de Albania y a su futura integración en la Unión, para lo que debería mejorar su competitividad y buscar su hueco en el mercado europeo.

El dictamen aprobado repasa algunas cuestiones a las que Albania debe prestar atención, sobre todo en el ámbito del comercio: atender a la normativa internacional en el sector de los intercambios comerciales; impulsar las asociaciones de consumidores y garantizar que los productos albaneses se atiendan a las normas europeas de calidad; cambiar la legislación en la cuestión del establecimiento de empresas para asegurar la igualdad de trato a las sociedades extranjeras; adaptar los procedimientos aduaneros al acervo comunitario; poner en marcha un plan nacional energético que resuelva los constantes cortes de suministro que padece el país, etc.

No se olvida de otros aspectos fundamentales: Albania debe ampliar sus reformas y acreditarlas con resultados en áreas sensibles como la lucha contra la delincuencia organizada, la lucha contra la corrupción, los derechos de las minorías y, en general, los derechos humanos.

Como parte importante en la estabilización del sudeste de Europa, el Gobierno albanés debe atender al desarrollo de la cooperación económica en toda la región y, en el aspecto político, aportar estabilidad para que Kosovo alcance un estatuto político definitivo.

Vinculado con ello, una pregunta seguida de debate sirvió para poner de manifiesto la urgencia de definir el futuro papel de la UE en Kosovo habida cuenta de que la Misión de las Naciones Unidas en Kosovo (UNMIK) ya prepara su retirada y la UE asumirá el protagonismo en 2007. El Estado de Derecho, la administración civil, los derechos humanos, las minorías y algunas áreas más serán de su competencia y, a día de hoy, la Oficina de la Comisión en Kosovo no está preparada.

Por otra parte, la importancia creciente del gigante asiático y la reciente Cumbre bilateral celebrada en Helsinki fueron la justificación del debate sobre las relaciones UE-China mantenido en la sesión plenaria del Parlamento. La larga resolución aprobada (351 votos a favor, 48 en contra y 160 abstenciones) da un profundo repaso al estado de la cuestión desde todos los puntos de vista: situación política interna, derechos humanos, aspectos económicos y comerciales, relaciones internacionales y diversos contenciosos (Tíbet, Taiwán, etc.).

Porque no conviene olvidar que la UE es el primer socio comercial de China, por delante de Japón, y que China es el segundo socio de la UE, tras los EEUU. Y que se estiman en más de 50.000 millones de dólares las inversiones comunitarias a largo plazo (no especulativas) en China en 2006.

En lo relativo a las cuestiones políticas, los eurodiputados piden abiertamente a China un mayor pluralismo, la modernización de sus instituciones y un sistema judicial verdaderamente independiente porque, afirman, es lamentable que la apertura económica de China no haya traído en paralelo el correspondiente progreso en el ámbito de la democracia, de los derechos humanos y, en general, del Estado de Derecho.

La Resolución enumera exhaustivamente las cuestiones pendientes de solución, empezando por recomendar a la UE que mantenga el embargo de armas decretado contra China mientras no se solucionen esos contenciosos, citando expresamente las consecuencias de los sucesos de la Plaza de Tíannamen de la primavera de 1989. Se insta a China a abolir la pena de muerte, a declarar la correspondiente moratoria en los casos de condenas dictadas y a perseguir el comercio de órganos de personas ejecutadas (consecuencia trágica de su legislación pro pena de muerte).

Se critica la práctica generalizada de la tortura en las cárceles chinas y se exige la revisión de las múltiples sentencias pronunciadas contra personas acusadas de poner en peligro la seguridad pública, cuando, en realidad, se limitaban a ejercer sus derechos constitucionales (crítica política, exigencias de un mejor medio ambiente, etc.).

En cuanto a la libertad religiosa, se recuerda el caso no resuelto de los obispos "desaparecidos" en China, se exige su inmediata libertad y se recuerda que los creyentes de cualquier religión tienen derecho a expresar sus creencias y a practicar su culto. Un largo párrafo de la Resolución está dedicado a la cuestión del Tíbet: las graves violaciones de los derechos humanos que siguen practicándose en aquella región, la represión de la libertad religiosa, la campaña de "educación patriótica" iniciada en la región en 2005, los arrestos de monjes fieles al Dalai Lama, etc.

Sobre Taiwán, se asegura que cualquier negociación sobre el futuro de este país pasa por la garantía de que China respete escrupulosamente los deseos y la voluntad de sus 23 millones de ciudadanos, reclamando a la República Popular China un significativo cambio en su discurso y en sus actitudes, de momento poco democráticas,

En lo relativo a las cuestiones económicas, se afirma que los problemas registrados recientemente en el sector del calzado demuestran la necesidad de que China adopte una política antidumping más adecuada, sobre todo, teniendo en cuenta que forma parte de la OMC; se pide al Consejo y a la Comisión que reconozcan que las dificultades encontradas en el sector textil, del vestido y del calzado son de "carácter sistemático" y que, en la revisión de su estrategia comercial con China, se corrijan los actuales desequilibrios y se haga frente a los desafíos.





OSASUN MENTALARI BURUZKO ZUZENTARAU BAT SUSTATU DU PARLAMENTUAK

Parlamentuko batzak osasun mentalari buruzko EBko legedi bat landu nahi du, gaixoen oinarrizko eskubide zibilak defendatzeko

Irailaren 6an, Europako Parlamentuko Batzak John Bowis kontserbadore britainiarak Europako osasun mentalaz idatxitako txostena onartu zuen, bai eta gaixoen oinarrizko eskubide zibilak defendatzeko zuzentarrau bat lantzea proposatu ere. Europarlamentariek eskaera bat egin zuten: osasun-politiketan osasun mentala sustatzeko eta EBko ikerketa bultzatzeko lehentasun handiagoa, alderdi hori EBko politika eta politika nazional guztietañ sartuz.

Diputatuek onartzen dute Batzordearen Liburu Berdeak arlo horretan esaten duena, baina, hala ere, zenbait aldaketa proposatu zitzutzen.

Testuan, osasun mentalerako sistemaren bost hutsune azpimarratzen dira: EBko zerbitzuak desegokiak dira, kaltetuei ez zaie konsultatzeten, implikatutako erakundeek ez dute batera lan egiten, izendatutako baliabideak urriak dira eta Estatu kide gehienetan ia ez dago osasun mentalerako politikarik.

Prebentzia, detekzio goiztiarra, diagnostikoa eta tratamendu pertsonalizatua azpimarratzeko beharra nabarmendu zuten diputatuek. Horretarako, ongi prestatu beharko dira bai familiako medikuak, bai lehen mailako osasun-laguntzako gainerako profesionalak.

Bestalde, Liburu Berdearen funtsezko hartzale-taldea (haurrak, enpresaburuak, adinekoak eta pertsona baztertuak) handitzea proposatu zuten; hauek guztiak bertan sartzea, alegia: gaixotasun mental larriak dituzten pertsonak, gaixo kroniko edo terminalak, elbarriak, presoak, talde etnikoak, lo-arazoak dituzten pertsonak, emigratzailak, langabeak eta lan-ezegonkortasuna duten herriarrak. Etorkizuneko estrategia orok aintzat hartu beharko lituzke, halaber, ikaskuntza-arazoak dituzten pertsonak, eta ahalegin handiagoak egin beharko dira talentu aparteko haur eta nerabeak identifikatu eta tratatzeko.

Txostenak eskastzat jotzen du genero-bereizketari buruzko Liburu Berdeko atala, eta, ikerketa sistematikoa behar

dutzen zenbait arlo aipatzen ditu; besteak beste, elikadura-eta aldarte-arazoak, esquizofrenia, izua, depresioa eta mendekotasunak. Ikertu beharrekoa izango da, halaber, zer erlazio dagoen nahitaezko ospitalizazioaren eta emakumeen automutilazioaren artean, bai eta zergatik agintzen zaizkien emakumeei gizonei baino psikofarmako gehiago, nahiz eta emakumeen gorputzak gizonenak baino gaizkiago onartu substantzia horiek. Neskatoen eta emakumeen osasun mentalari eta ongizateari buruz gizarteak eza-rritako irudiaren inpaktuarekin aipatzen da.

Argi dago gizonek eta emakumeek behar desberdinak dituztela osasun mentalaren alorrean, eta, beraz, alde horiek ikertu beharko dira.

EBn erabilgarri dauden baliabideak (I+Gko VII. Esparru Programa...) erabiltzeko modurik onenari buruz hausnartzeko beharra ere azpimarratzen da testuan, orain arteko ikerketak osatzeko.

Biztanleriaren zahartzeari dagokionez, sakon ikertu beharko dira hirugarren adinekoen neuroendekapenezko gaixotasunen eta gaixotasun psikiatrickoen mekanismoak, kausak, prebentzia eta onarpena.

Parlamentuak babesia ematen die Batzordeak gaixoak barneratzeari buruz egindako oharrei; batzuen eta besteen ustez, psikiatricoan luze egoteak gaixotasuna bera luza eta gaizkiago dezake, bai eta gizarte-estigmatizazioa eta -bazterketa indartu ere. Barneratzeak eta nahitaezko medikazioa denboran mugatu beharko lirateke eta, ahal izanez gero, gaixoarekin ados jarrita.

Barneratzeekin jarraituz, haur asko eta asko zentro publikoetan (Estatu kide berrieta, batez ere) hazten direla ohartarazten da testuan. Horrenbestez, gurasoei seme-alabak behar bezala zaintzen laguntzeko sistemak sustatzeko eskatzen zaio Batzordeari. Lehenbailehen abiarazi eta aplikatu beharko litzateke "Haur eta nerabeen osasun mentala Europa zabalduan: politika eta jarduera eraginkorren garapena" proiektua.

RESALTADO PROBLEMA DE OBESIDAD INFANTIL

PUBLICADA CONSULTA PÚBLICA SOBRE ALIMENTACIÓN, OBESIDAD Y ACTIVIDAD FÍSICA



Haurren loditasun arazoak berriro ere eztabaide gai bilakatu dira elikadura osasuntsua eta jarduera fisikoari buruzko kontsulta publiko baten emaitzen argitarapena dela eta.

El Comisario europeo de Salud y Protección de los Consumidores, Markos Kyprianou, presentó el pasado 11 de septiembre los resultados de una consulta pública sobre la promoción de la alimentación sana y la actividad física, lanzada por los responsables comunitarios a la luz del incremento de los porcentajes de sobrepeso detectados entre la población europea y desde el conocimiento de la influencia que tal circunstancia tiene en el desarrollo de ciertas enfermedades crónicas.

Todo comenzó en diciembre de 2005 con el lanzamiento del Libro verde “Fomentar una alimentación sana y la actividad física: una dimensión europea para la prevención del exceso de peso, la obesidad y las enfermedades crónicas”, que pretendía promover un debate en busca de las mejores iniciativas en favor de la alimentación sana y la actividad física. La idea era, además de poner de manifiesto las ventajas para la salud y para la economía derivadas de esas prácticas saludables, impulsar una acción coordinada a nivel europeo que superara la tradicional dispersión de los planes nacionales no coordinados.

Desde esa fecha y hasta el 15 de marzo, los Estados miembros, las empresas, las ONG, las entidades públicas y privadas dedicadas a la salud, las universidades y los centros de investigación, las asociaciones de consumidores y los ciudadanos en general han podido realizar sus aportaciones a partir de una serie de cuestiones concretas que buscaban respuestas también concretas: cómo mejorar la información, el papel de los sistemas educativos, las ventajas y los inconvenientes de la autorregulación en los ámbitos de la industria de los alimentos y de la publicidad, el papel de los servicios de salud, las posibles acciones sobre el urbanismo y sobre los sistemas de transporte, etc. La Comisión recogió 260 aportaciones.

El Comisario resumía sus impresiones en la presentación de los resultados de la consulta: “La obesidad crece rápidamente en Europa y ya se dispone de datos que relacionan este incremento con la diabetes y las enfermedades cardiovasculares [...] La Comisión examinará ahora las estrategias que deben adoptarse y definirá con más precisión su línea de acción, esforzándose por encontrar el adecuado equilibrio entre acuerdos voluntarios y medidas legislativas”.

Los datos, en efecto, son alarmantes: 14 millones de europeos tienen problemas de sobrepeso; de ellos, más de 3 millones son niños, cifra que se incrementa a razón de 400.000 niños más cada año; en algunas regiones de Europa la obesidad afecta al 27% de los hombres y al 38% de las mujeres. La lista de las enfermedades asociadas a estados de sobrepeso también es larga (y preocupante): cardiopatías, diabetes de tipo 2, hipertensión, lesiones vasculares cerebrales y ciertos tipos de cáncer. No menos importantes son **los costes** económicos: las enfermedades vinculadas a la obesidad suponen el 7% del coste total de la asistencia sanitaria en el conjunto de la UE. Por otro lado, un estudio reciente realizado en los EEUU demostraba que los costes anuales de la atención médica de un adulto obeso son el 37% más elevados que los de una persona de peso normal.

Casi todas las respuestas coinciden en la necesidad de que la UE afronte el problema desde un **punto de vista multisectorial**,

haciendo intervenir otras políticas comunitarias como la agricultura, la educación, los transportes o el urbanismo, además de involucrando a organismos y agentes sociales en todos los niveles (nacional, regional y local).

El crecimiento de la obesidad en Europa está relacionado con el incremento de la diabetes y enfermedades cardiovasculares

En lo relativo a la información a los consumidores (también en lo referente al etiquetado), ésta ha de ser clara, coherente, basada en datos científicos y visible, según la mayoría de las respuestas. No hay acuerdo, en cambio, en el tema de la auto-reglamentación, ampliamente defendida por los industriales y, en la misma medida, desaconsejada por los profesionales de la salud, las ONG y las organizaciones de consumidores. Estos últimos alertan sobre el riesgo de dejar vía libre en cuestiones delicadas como la publicidad de alimentos hipercalóricos y poco nutritivos, nefastos sobre todo en el ámbito infantil.

La Comisión desea encauzar el debate y las estrategias subsiguientes a través de organismos propios como la **Plataforma Europea de Acción Sobre la Dieta y la Actividad Física**, creada en marzo de 2005, directamente encargada de promover dietas más sanas y más actividad física entre los europeos, claves para abordar con posibilidades de éxito el problema del incremento de los índices de obesidad entre los europeos y sus consecuencias.

La Plataforma ha identificado cinco áreas de trabajo para alcanzar los objetivos que se ha marcado: etiquetado e información al consumidor, educación, promoción de la actividad física, publicidad y comercialización, y composición de los alimentos (que incluye también directrices sobre cantidades y tamaños de porciones).

También debe jugar su papel la **Red europea sobre la nutrición y la actividad física**, que nació en 2003 con el fin de aconsejar a la Comisión sobre el desarrollo de acciones comunitarias en el ámbito de la nutrición, la prevención de las enfermedades vinculadas a los regímenes alimentarios, la promoción de la actividad física y la lucha contra la obesidad.

Por otro lado, el actual **Programa de acción comunitario en el ámbito de la salud pública** (2007-2013) se plantea tres grandes objetivos: mejorar la seguridad sanitaria de los ciudadanos, promover la salud para aumentar la prosperidad y la solidaridad, y generar y difundir conocimientos sobre la salud. Las respuestas a la consulta señalan que este programa es el cauce adecuado para que esas redes europeas difundan los objetivos, directrices y mensajes relativos a la alimentación sana y a la actividad física.

DESTACADA LA REFORMA DEL SECTOR DEL VINO



CONSEJO DE AGRICULTURA Y PESCA I

Irailaren 18ko Kontseiluaren gai nagusia ardoaren arloaren erreforma izan zen

Los ministros de agricultura de la UE mantuvieron durante el Consejo del 18 de septiembre un debate sobre los elementos que debería incluir la reforma del sector vitivinícola. Dicho debate se llevó a cabo en base a un cuestionario preparado por la Presidencia en relación con las ideas presentadas por la Comisión en su Comunicación sobre dicha reforma, publicada el pasado mes de junio.

"Hay un total acuerdo sobre el hecho de que tenemos excedentes de vinos, una crisis de mercado y que estamos perdiendo cuota de mercado",
Fischer Boel, Comisaria de Agricultura

Según se desprende de las conversaciones de **los ministros**, estos **se muestran en general de acuerdo en que el sector del vino requiere una reforma importante**, aunque mientras Estados como Alemania, Francia, Austria, Hungría, Chipre, Eslovenia, Italia, Malta, Portugal, Letonia, Suecia, Grecia, Bélgica y Finlandia se mostraron favorables a una reforma profunda, un grupo más reducido de países, aunque también favorable a la reforma, solicitaba que ésta se lleve a cabo en combinación con algunos elementos propios de la reforma de la Política Agrícola Común (como la introducción de un esquema de pago único, una mayor flexibilidad, el abandono de medidas de mercado acompañado de ayudas desacopladas a la producción, etc.).

Los ministros también discreparon en otros puntos, como el arranque de viñas o el uso de sacarosa para enriquecer el mosto. Y es que en la Comunicación presentada a mediados de junio por la Comisión Europea con las grandes líneas de reforma de la Organización Común de Mercado del vino, se proponía el recorte de la oferta mediante el arranque incentivado de 400.000 hectáreas de viñedo escasamente productivo (se trata del punto más polémico del documento del Ejecutivo comunitario). La Comisión planteaba la reducción de esta superficie en un periodo de cinco años y con una ayuda total de 2.400 millones de euros. Algunos ministros condicionaron dicha medida al hecho de que sea decidida por las administraciones públicas nacionales, de forma que el arranque esté equilibrado entre las distintas regiones (los ministros temen que amplias superficies de terreno rural actualmente bajo explotación vitivinícola se vean abandonadas al verse los agricultores tentados por las primas comunitarias). Hubo, en todo caso, una oposición mayoritaria a que el arranque de viñedos quede en manos de los productores, como proponía la Comisión, y no sea gestionado por los gobiernos.

La reducción de superficie cultivable se combinaría con la eliminación para 2013 del esquema de derechos de planta-

ción. De esta forma, los vinos menos rentables dejarían de producirse. Algunos Estados productores solicitaron mantener dicho esquema más allá de 2013, y el Consejo en general se mostró favorable a disponer de un plazo de tiempo mayor para eliminar estos esquemas.

Además, la Comisión plantea la desaparición de ciertas medidas de ayuda aplicables en situaciones excepcionales, que se habían convertido en recursos ordinarios de gestión para el sector. Los ministros también demandaron aquí un plazo mayor para la supresión de las medidas de apoyo al mercado, y algunos Estados productores del norte y del este europeo se opusieron a la prohibición del uso de azúcar que también proponía el documento del Ejecutivo. La mayoría de Estados miembros se pronunciaron además en contra de una supresión generalizada de medidas, aprobando eliminar únicamente, y de forma progresiva, aquéllas que se ha comprobado que resultan "ineficaces", e instando a mantener las que se han probado como "eficaces".

Los ministros discutieron asimismo sobre la idea de transferir parte de los fondos con que se dota al sector hacia las políticas de desarrollo rural. Algunos ministros de países productores se opusieron a dicha medida, argumentando que con su aplicación el fondo para la reestructuración del sector se vería reducido. España, Francia, Alemania, Hungría, Italia, Grecia y Eslovaquia conformaron el grupo de países contrarios a restar fondos para utilizarlos en desarrollo rural. Por el contrario, se mostraron más favorables a la medida las delegaciones de Reino Unido, Suecia, Bélgica, Letonia, República Checa, Chipre, Holanda, Luxemburgo y Portugal.

La Comisaria de Agricultura, Mariann Fischer Boel, agradeció el apoyo generalizado de los Estados miembros a la idea de la reforma del sector del vino, e hizo hincapié en que el esquema de descepado (arrancar las cepas) propuesto por la Comisión se basaba en un esquema voluntario, donde el productor individual sería quien tomase la decisión de dejar el sector contando con una ayuda temporal y progresiva, de forma que se le proporcionaran incentivos con el fin de reestructurar y modernizar el sector rápidamente. El objetivo sería precisamente evitar los problemas sociales y beneficiar a la gente necesitada de ayuda social que se ve obligada a cesar su actividad en este sector. **"Se trata de dar la posibilidad de abandonar el sector a los que no pueden enfrentarse a una competencia más dura"**, según añadía la Comisaria.

Fischer Boel insistió en que "hay un total acuerdo sobre el hecho de que tenemos excedentes de vinos, una crisis de mercado y que estamos perdiendo cuota de mercado y que, por lo tanto, tenemos que hacer algo".

El Consejo invitó al Comité Especial sobre Agricultura a continuar con el examen de la Comunicación y presentar un informe al respecto en su próxima reunión.

Por otra parte, y dado que los planteamientos de la Comisión Europea para la reforma del mercado del vino en la UE están encontrando más oposición de la prevista, la propuesta formal acabará retrasándose hasta 2007. Como indicaba el portavoz de Agricultura de la Comisión, Michael Mann, la propuesta legislativa en firme probablemente no esté preparada en enero, según se preveía, y no es posible aún estimar una fecha concreta para su finalización.

FIEBRE CATARRAL OVINA, OGM Y PESTICIDAS

CONSEJO DE AGRICULTURA Y PESCA II

**Ardien katarro sukarra, genetikoki eraldaturiko elikagaiak eta pestizidak izan ziren Irailaren 18an
Ministroek eztabaidaturiko gai nagusiak.**



Fiebre catarral ovina. El Consejo tomó nota de la solicitud belga, apoyada por Holanda, Polonia, Alemania y Luxemburgo, de permitir la exportación de rumiantes desde zonas afectadas por la fiebre catarral ovina hacia áreas libres de otros Estados miembros. Se trataría de rumiantes destinados al sacrificio inmediato y que han recibido un apropiado tratamiento insecticida. La necesidad de aprobación previa del Estado de destino representa, según el Ministro belga, un mayor obstáculo al comercio y mejora del sector.

La fiebre catarral ovina es una enfermedad vírica transmitida por un insecto que afecta a rumiantes domésticos y salvajes. No afecta a los humanos y no hay riesgo de contraerla o propagarla a través de la carne o la leche. Las medidas para su control y erradicación incluyen el control de vectores (uso de insecticidas en los recintos de los animales y las áreas donde habitan dichos insectos, repelentes aplicados a los animales, etc.), las restricciones de movimientos de rumiantes vivos o el uso de vacunas.

Desde agosto se han registrado más de 80 casos en Bélgica, cerca de 60 en Alemania, 44 en Holanda y 3 en Francia, a pesar de que esta enfermedad afecta normalmente a los países del sur europeo. Se decretó el establecimiento de zonas especiales de control y vigilancia y se prohibió que "rumiantes y su semen, embriones y óvulos, producidos después del 1 de mayo de 2006" se trasladen del área restringida, salvo excepciones que se dirijan al matadero, lo que, sin embargo, quedaría sometido a estrictos controles.

La flexibilidad de las medidas es posible, según Bélgica, ya que esta enfermedad no exige sacrificios y no afecta a la salud pública. Por este motivo, el Ministro belga solicitó más flexibilidad para el traslado de animales de zonas afectadas a mataderos situados en otros Estados miembros no afectados sin necesidad de pedir permiso a sus autoridades.

Italia se opuso a la idea por su preocupación ante posibles contagios, y según Francia todavía es muy pronto para tomar una medida en este sentido. Alemania propuso que la petición sea estudiada por los expertos del Comité Permanente de la Cadena Alimentaria y Salud Animal en su reunión del 22 de septiembre.

Por su parte, el Comisario de Sanidad y Protección del Consumidor, Markos Kyprianou, insistió en que las medidas de vigilancia en vigor son las mismas que se aplicaron en anteriores brotes en España o Italia. El Comisario remarcó la necesidad del visto bueno previo de los Estados miembros de destino antes de recibir animales procedentes de la zona de vigilancia, e indicó que las medidas dirigidas a aliviar la situación comercial serían discutidas en cuestión de días por los directores de los servicios veterinarios. Kyprianou advirtió que los expertos esperan que la enfermedad deje de propagarse con el frío invernal y reaparezca el próximo año.

OGM. A falta de una mayoría cualificada, el Consejo no pudo pronunciarse sobre la propuesta de decisión de la Comisión Europea sobre la comercialización de colza Brassica napus L. de Bayer ProScience (líneas Ms8, Rf3 y Ms8xRf3) genéticamente modificada para tolerar el herbicida glufosinato de amonio. La autorización se aplicaría a todos los usos excepto el cultivo y los usos alimentarios, y debería ser válida para 10 años.

En diciembre de 2005, los expertos del Comité de Reglamentación no pudieron lograr una mayoría en relación con dichos OGMs, a pesar de la opinión favorable de la Autoridad de Seguridad Alimentaria. Lo mismo ocurrió en el Comité de Representantes Permanentes del 8 de septiembre. La propuesta volverá ahora a la Comisión, que podrá adoptar la decisión un vez venza el plazo de tres meses otorgado al Consejo el 11 de julio para decidir por mayoría cualificada.

Productos fitosanitarios. El Consejo tomó nota de la información proporcionada por la Comisión sobre una propuesta de reglamento acerca de la comercialización de productos fitosanitarios. Los Comisarios Kyprianou y Dimas (Medio Ambiente) presentaron además al Consejo una comunicación sobre una estrategia temática para un uso sostenible de los pesticidas y una propuesta de directiva estableciendo un marco para la acción comunitaria dirigida a lograr dicho uso sostenible de los pesticidas.

El reglamento propuesto reemplazaría la legislación existente en este sector y aseguraría la mayor protección posible para la salud animal, del consumidor y el medio ambiente, al tiempo que reduciría las trabas administrativas y reforzaría la competitividad. La comunicación y la propuesta de directiva-márcalo establecen por otra parte una estrategia completa y unas medidas legislativas para mejorar la protección de la salud y el medio ambiente, centrándose particularmente en el uso de pesticidas.

Algunos Estados miembros identificaron un número de temas que requerían un mayor examen, como la necesidad de normas específicas sobre importaciones paralelas, el principio propuesto de reconocimiento mutuo obligatorio en un sistema de tres zonas, o la manera de contemplar las necesidades diversas de los Estados miembros y de asegurar que los productos fitosanitarios sean también accesibles para los cultivos menores.

Otros temas. Entre los muchos temas tratados, los ministros fueron informados por la Comisión sobre la situación actual de la gripe aviar (tema tratado en otro artículo de este número). Además, adoptaron un reglamento sobre las medidas a favor de la agricultura en las islas del Egeo, y otro sobre el impuesto sobre los productos lácteos. Asimismo, tomaron nota de la petición de ayuda de Grecia y España tras los incendios del verano y del informe belga acerca de las medidas necesarias tras un verano climáticamente perjudicial para sus cultivos.

ADOPTADO PRESUPUESTO



DESARROLLO RURAL: PRESUPUESTO 2007-2013

Dagoenekoak akordatu diren irizpideen arabera, 2007-2013 epealdirako Garapen Nekazalerako Programatzat Europako Batzordeak aurrekontu komunitarioaren urteko banaketa finkatu du.

La Comisión adoptó el pasado 12 de septiembre el reparto anual de los fondos destinados al desarrollo rural durante el período 2007-2013. Los 77.662 millones de euros distribuidos resultan de sumar los 69.750 millones pactados en el acuerdo interinstitucional con destino al desarrollo rural más otros importes transferidos de las ayudas directas a los agricultores en el marco del mecanismo de reducción obligatoria ("modulación") de las ayudas directas de la Política Agraria Común (PAC).

Pese a que Bulgaria y Rumanía están incluidos en esta previsión, ciertos fondos suplementarios ya reservados serán asignados a estos países en el momento de su integración en la UE. Los importes anuales asignados a cada Estado responden a diversos criterios. En primer lugar, en función del objetivo de convergencia, determinadas regiones europeas más necesitadas forman parte del grupo de las "subvencionables" y, por lo tanto, ciertos importes ya estaban reservados para ellas.

Además, los Estados miembros ya tenían asignado un porcentaje de la dotación de garantía del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola (FOGA), que financiaba hasta ahora los gastos de la organización común de mercados agrícolas, las medidas de desarrollo rural que acompañan al apoyo a los mercados y las medidas rurales fuera de las regiones del objetivo nº 1, los gastos relativos a determinadas medidas del sector veterinario y ciertas campañas informativas sobre la política agrícola común.

Otro tanto ocurre con las dotaciones del antiguo Programa LEADER+ (heredero de los antiguos LEADER I y II), destinado a fomentar y apoyar estrategias integradas y de gran calidad para el desarrollo rural a escala local mediante la utilización de nuevos conocimientos y tecnologías, mejora de la calidad de vida, valorización de los productos locales y de los recursos naturales y culturales.

Finalmente, la Comisión ha atendido a situaciones y necesidades particulares sobre la base de criterios objetivos (por ejemplo, ocho Estados miembros recibirán asignaciones específicas por decisión expresa del Consejo).

Además del montante anual y total que cada país recibirá en concepto de ayuda al desarrollo rural, el reparto señala la parte que necesariamente ha de derivarse a las regiones incluidas en el criterio de convergencia. Así, Polonia, que como máximo beneficiario recibirá 13.230 millones de euros de créditos comunitarios, deberá asignar 6.997 millones a esas regiones. Le siguen Italia, con 8.292 millones de euros (3.341 a "convergencia"); Alemania, 8.112 millones (3.174); España, 7.213 millones (3.178); Francia, 6.441 millones (568); todos ellos formando el grupo de los "grandes" receptores de ayudas. Los pequeños territorios (Chipre, Luxemburgo, Malta) ocupan, lógicamente, las últimas posiciones. Por otra parte, Dinamarca, Irlanda, Chipre, Luxemburgo, Países Bajos, Finlandia y Suecia no tienen en su territorio regiones acogidas al criterio de convergencia. La nueva política de desarrollo rural que la UE pondrá en mar-

cha a partir de 2007 (esta dotación presupuestaria es la primera elaborada conforme a los nuevos criterios) tiene algunas **características** que la distinguen de las anteriores: se crea un único instrumento de financiación y programación de la política de desarrollo rural, el Fondo Europeo Agrícola de Desarrollo Rural (FEADER), que contribuirá a mejorar la competitividad de los sectores agrario y forestal, el medio ambiente y la gestión del espacio rural, así como la calidad de vida y la diversificación de actividades en las zonas rurales; además, también se modifica la estrategia apuntando directamente a las prioridades de la UE (Estrategia de Lisboa, etc.).

Por otro lado, se establece un sistema de control, evaluación y notificación más riguroso, repartiendo con más claridad las responsabilidades entre los Estados y la Comisión; también se favorece la participación de los Estados, regiones y localidades para que los programas se adapten mejor a las necesidades reales.

La Comisaria de Agricultura y Desarrollo Rural, Mariann Fischer-Boel, se refería precisamente a las prioridades de la UE al presentar los presupuestos: "Los fondos pueden utilizarse para aumentar la competitividad de los sectores agroalimentario y forestal [...] pero también se pueden emplear fuera del sector agrario tradicional a fin de crear nuevos puestos de trabajo y nuevas empresas en el medio rural. Se habla mucho del fomento del crecimiento y de la creación de empleo; pues bien, éste es un ejemplo concreto de la aportación de los fondos de la UE en este ámbito".

Cuatro **objetivos** (ejes) principales deben ser tenidos en cuenta por los Estados a la hora de elaborar sus programas:

1. Aumento de la competitividad de los sectores agrario y forestal (capital humano, infraestructuras, jóvenes agricultores, innovación, etc.). A este objetivo debe atender al menos un 10% de la contribución comunitaria, que podrá cofinanciar proyectos como máximo en el 50% de su valor (75% en regiones "convergencia").
2. Medio ambiente y entorno rural. Este eje ha de recibir el menos el 25% de las ayudas de la UE, y su porcentaje máximo de cofinanciación se eleva al 55% (80% en regiones "convergencia"). Zonas de montaña, silvicultura sostenible, bienestar de los animales y programas incluidos en el marco de NATURA 2000.
3. Mejora de la calidad de vida y diversificación de la economía rural (turismo, microempresas, servicios básicos, etc.). El porcentaje mínimo destinado a este objetivo es el 10% de la aportación comunitaria y la cofinanciación se establece con un tope del 50% (y del 75% en el caso de las regiones de convergencia).
4. El enfoque LEADER. Todos los programas han de incluir un elemento "LEADER", aplicable en estrategias de desarrollo local. A tal fin se ha de reservar al menos el 5% de la ayuda.

GRIPE AVIAR: LUZ VERDE A DOS NUEVAS VACUNAS

Udazkena eta neguari begira, hegazi sukarraren bi zepen aurkako bi txerto aprobatu ditu Europako Batasunak, izan ere, udazkena eta negua migrazioak direla eta oso epealdi arriskutsuak baitira.

La Comisión Europea anunció el pasado 11 de septiembre la aprobación a escala comunitaria de dos nuevas vacunas con el fin de "garantizar la disponibilidad de vacunas eficaces en toda la UE en otoño y en invierno, período durante el cual el riesgo de epidemia de gripe aviar es más elevado", dice el comunicado de la Comisión. Pese a que son ya 14 los Estados miembros que han sufrido algún foco de infección de la gripe aviar en su versión más patógena (H5N1), el mes de septiembre se inició con la ausencia total de focos infecciosos en todo el territorio de la UE.

Las dos vacunas que acaban de autorizarse, la Nobilis Gripe H5N2 y la Poulvac Flufend H5N3, sirven para reducir la mortalidad de pollos infectados y para minimizar los riesgos de contagio a otras aves al restringir las excreciones del virus. La primera es para uso exclusivo de las gallinas y la segunda para gallinas y patos.

Gunther Verheugen, Comisario de Empresas e Industria, se refirió a la oportunidad de esta aprobación en función de la inminencia del otoño y, sobre todo, hizo hincapié "en la gran capacidad de la industria farmacéutica de la UE para innovar y responder puntualmente a los problemas urgentes".

La Agencia Europea de los Medicamentos (AEM), por medio de su Comité de Medicamentos para Uso Veterinario, ha sido

la responsable de la evaluación científica de las nuevas vacunas y ha lanzado, además, algunas recomendaciones que la Comisión hará cumplir: si bien es cierto que las ventas de estas vacunas "superan ampliamente a los riesgos potenciales", es necesario que se autoricen sólo bajo circunstancias excepcionales y que vayan acompañadas de obligaciones precisas y evaluableas que, además, han de revisarse cada año.

Francia y Holanda diseñaron en febrero pasado sus propios programas de vacunación (para patos y gansos en Francia, y para pájaros de particulares y gallinas ponedoras criadas al aire libre en los Países Bajos) y Alemania hizo lo propio el pasado 5 de septiembre cuando recibió el permiso para poner en marcha un programa de vacunas en tres explotaciones en Renania del Norte – Westfalia durante dos años con la intención exclusiva de hacer investigación. Ni la carne ni los huevos de esas aves serán dedicados al consumo humano.

Ese mismo día de septiembre, la Comisión redujo la medida de prohibición de importación de productos procedentes de la totalidad de Rumanía (impuesta a principios de junio) para mantenerla exclusivamente en la zona del delta del Danubio y en el sur y este de los Cárpatos.



MEDITERRANEORAKO INGURUMEN-ESTRATEGIA

Batzordeak estrategia bat jarri du martxan, Mediterraneoko kutsaduraren aurka borrokatzeko nazioarteko lankidetza indartzeko



Europako Batzordeak komunikatu bat kaleratu zuen irailaren 6an, Mediterraneo itsaso garbitu eta babesteko bere ingurumen-estrategia aurkezteko. Mediterraneo ekosistema babesteko 30 urtean nazioartean ahalegina egin arren, hango ingurumena gero eta andeauagoa dago, hainbat faktore direla-eta: etxe- eta industria-kutsadura, itsas garraioa, higiezinaren proiektuen mesedetan eremu birjinetan eta kostaldeko ekosistemek egindako suntsiketa... Gainera, andeakuntza horrek mehatzu egiten die bai eskualdeko biztanleen osasunari, bai funtsezko sektore ekonomiko-en epe luzeko garapenari (arrantzari eta turismoari, adibidez); eta urtean 2.700-5.100 milioi euro kostatzen zaio Egiptori, 1.500 milioi Aljeriari, 1.200 Marokori... Kasu guztietan, beren BPGren %3 baino gehiago.

Nazioarteko ekintzak eraginkorra izateko oztopoak aurkitu ditu: finantzazio-arazoak, politikari gaiari emandako lehentasun esaska, garapen iraunkorren gizarte-, ekonomia- eta ingurumentimentsioen arteko integrazio falta, iritzi publikoaren sensibilizazio txikia eta erakundearen lankidetza urria. Duela gutxi Libanon gertatutako gatazkaren baitan sortutako marea beltzak, ordea, agerian jarri du berriro estrategia koherente baten beharra.

Hori horrela izanik, Batzordeak eta emai-le-taldeko gainerako kideek ahaleginak koordinatu beharko dituzte, emandako lagunza behar bezala eta eraginkortasunez erabiliko dela ziurtatzeko. Horrez gain, eraginpeko herrialde guziek beren ekosistemas babesteko eta leheneratzeko ardura hartuko dute. Nazioarteko erakundeek, emai-le-taldeak eta Mediterraneo herrialdeek gehiago ahalegindu beharko dute, eta hobeto koordinatu. Batzordeak lankidetzaren eraginkortasuna maximizatu beharko du, Europako Auzotasun Politika eta Elkarte Euromediterraneoa baliatuz.

Hauek dira estrategia horren bidez Gobernuak bete nahi dituen helburu nagusiak:

- Eremu osoan kutsadura-maila txikia izatea.
- Ingurumen-administrazioen prestakuntza hobetzea, epe luzera-ko larrialdi-egoerak eta ingurumen-alderdiak identifikatzeko.
- Eskualde mediterraneoko lur- eta itsaso-eremuen erabilera iraunkorra sustatzea.
- Herritarrei eta GKEei ingurumenari buruzko informazioa eskuratzeko eta arlo horretako erabakiak hartzen parte hartzeko erraztasunak ematea.
- Herrialde kideen arteko eskualde-lankidetza sustatzea, helburu horiek betetzen laguntzeko.

Neurri hauek guztiak hartuko dira helburu horiek betetzeko: izan badiren EBko lagunza-programetarako dirulaguntzak ematea; eskualdeko ordezkariekiko elkarritzeta sendotzea; erakundeen eta kideen arteko koordinazioa hobetzea; eta Mediterraneoko eta beste eskualde batzuetako kutsaduraren aurkako borrokan EBn izandako esperientzia bateratzea.

Gainera, "Horizontea 2020" ekimena estrategiaren ardatzeta bat da. Elkarte Euromediterraneoak 2005ean onartua, bost urteko ekintza-plana da, eta, haren bidez, compromiso bat hartu zen: 2020rako Mediterraneo kutsadura dezente murritzeo ahalegin handiagoa egitea. Komunikatuaren bidez, ekimen hori zehaztea ere nahi du Batzordeak, egutegi egungari bat proposatz eta lankidetza eta koordinazioa handituz Gobernuak Mediterraneoa babesten eta leheneratzen nola lagun dezakeen adieraziz. Aurreikusitako ekintzak lau arlo nagusitan biltzen dira berriz: kutsadura-iturri nagusiak gutxitzeko proiektuak; Mediterraneo herrialdeentzako lagunza-neurriak, ingurumena babesteko legeak egia eta lege horiek aplikatzeko gai diren ingurumen-administracio nazionalak sortzeko; ikerketa-aurrekonturen erabilpena, Mediterraneo buruzko ingurumen-alderdietan sakontzeko eta besteei ezagutza horren berri emango zaiela bermatzeko; eta jarraipena egiteko adierazleen lanketa, "Horizontea 2020" ekinmenaren arrakasta ebalutzeko..

HONDAMENDIEN AURKAKO NEURRI GOGORAGOAK ESKATZEN DITU PARLAMENTUAK



Suteei eta uholdeei buruzko ebazpen bat onartu du Parlamentuak, eta Elkartasun Funtsa baliatzeko eskatu dio Batzordeari, Galizian suak eragindako kalteak arintzeko

Duela gutxi Galizian izandako suteak direla-eta, Europako Parlamentuak baso-suteei eta uholdeei buruzko ebazpen bat onartu zuen irailaren 9an, osoko bilkuran. Lehenik eta behin, eurodiputatuak beren babesia adierazi zieten biktimen senitartekoei eta kaltetutako eskuadetako biztanleei, eta asko eskeru zuten EBk, Estatu kideek eta beste herrialde batzuek adierazitako elkartasuna nahiz suteak itzaltzen eta uholdeetako biktimak erreskatatzen parte hartu zuten pertsonen laguntza.

2006an, 200.000 hektarea baino gehiago erre dira EBn, eta horietako 90.000 hektarea inguru Galizian. Kalteak larriak izan ziren, Elkartasun Funtsa baliatzeko eskatu zioten parlamentariek Europako Batzordeari. Diputatuaren arabera, kalteak izan dira erkidego batzuetako azpiegituraren, botere ekonomikoan, enpleguan, natur eta kultur ondarean, ingurumenean eta turismoan, eta horrek guztiak kalte egiten dio haien gizarte- eta ekonomia-kohesioari. Hori horrela izanik, entzunaldi publikoaren aurretek eskualde kaltetuenera ordezkaritza bat bidaltzea ere eskatu zuten diputatuak. Urriaren 6an egingo da entzunaldi hori, eta, bertan, Barnier Txostenaren azertukoa da, hondamendiatik babesteko indar europar bat sortzeari buruzkoa.

Hain zuzen, EBko Elkartasun Funtsaren erabilpena eta Galiziako suteak izan ziren diputatuak Ganberan egindako eztabaidean aipatutako gai nagusia. Rosa Miguélezek (PSE) beste zerbaite ere nabarmendu zuen, suteen %80 eragina izan zela, eta, ondoren, faktore klimatikoen indartu zitzelga. Ignasi Guardans (ALDE) erantzun azkarreko neurriak indarteko eskatu zuen, bai eta benetako baso-politika europarra ere. Josu Ortuondok (ALDE) hondamendi ekologiko handiekin (Prestige...) parekatu zituen suteak, eta batzuei eta besteiei emandako kudeaketaren eta erantzunaren aldeak kritikatu zituen. Francisco Millánek (PPE-DE), berriz, hiru hauek defendatu zituen:

babes zibileko sistema europarra, prebentzio-neurri hobeak eta baso-suteei eta lehorteei buruzko zuzentarran europarra.

Ingurumen-komisario Stavros Dimasek esan zuen baldintza jakin bat bete behar dela Batzordeak Elkartasun Funtsa baliatu ahal izateko: Estatu kide kalteak eskera egitea lehenbiziko kalteak izan eta hamar asteren barraun. Dimasek gogoratu zuenez, ez da espainiar Gobernuaren inolako eskaerak jaso, eta Funtsean ezarritako eskaakizunak (3.000 milioi euroko kalteak edo BPGren %0,6) betetzen diren aztertu beharko da laguntza eman ala ez erabakitzeko. Beste zerbait ere nabarmendu zuen komisarioak: eraginkorra izan zela Estatu kideek babes zibileko EBko mekanismoen bidez emandako laguntza, eta larrialdiari emandako erantzunak agerian jarri dituela bai laguntza zibila emateko lankidetza eta koordinazioa, bai Europaren elkartasuna.

Estatu kideek ingurumen-delituengatiko zigorrak gogortza oso garrantzitsua dela ere nabarmenzen da testuan, eta eskaera bat egiten, ikerketa azkar eta eraginkorra burutzea, ardurak eta zigorrak ezartzeko.

Kalteen konponketari dagokionez, berriz, prebentzioaren garrantzia azpmirratu zuten europarlamentariek, eta lurren zainketa eta erabilpen zuzenari buruzko legedi egokia eskatu zuten. Diputatuaren ustez, basoaren sektorera EBko ekintza-plan berriak landan enplegu mantentzen eta sortzen lagunduko du, eta basoak ugariotu dira. Alde horretatik, suteei aurrea hartzen nekazariei laguntza handiagoa emateko eskatu zuten. Horrez gain, baso-suteen eta lehorteen aurkako borrokari buruzko zuzentarran bat landu beharko luke Batzordeak, Estatu kideen politiken koordinazioa hobetzeko eta izan badiren EBko baliabideak optimizatzeko. Hondamendietan EBk erantzun azkarra emateko gaixasuna ere garatu beharko da, eta lege-baliabideak 2006a baino lehen egokituko lirateke.

LIMITACIONES EN EQUIPAJE DE MANO DE LOS PASAJEROS



Transportes

NUEVAS MEDIDAS DE SEGURIDAD EN EL TRANSPORTE AÉREO

Europako Batzordeak antolaturiko segurtasun neurri berriak bidaiaiek kabinan eraman ahal izango dituzten likidoen kopuruak murriztuko lituzke, baita esku bagaiaren tamaina ere.

El Comisario de Transporte, Jacques Barrot, anunció el 13 de septiembre haber presentado a la Comisión Europea las bases de una propuesta legislativa para reforzar la seguridad aérea, sugiriendo la limitación de los líquidos y del tamaño del equipaje que los pasajeros transporten en cabina.

Las nuevas medidas propuestas responden a una mayor necesidad de seguridad y servirán para evitar intentos de atentado terrorista como el frustrado en Reino Unido el 10 de agosto, cuando los terroristas intentaron introducir líquidos explosivos en la cabina.

Las medidas tratarán de limitar el tamaño de botellas o recipientes, así como la cantidad de líquido transportable por los pasajeros a bordo de los aviones (el límite está pendiente de definir, aunque se prevé que sea inferior a medio litro). Se contemplarían ciertas derogaciones por razones médicas, para productos de higiene y primera necesidad o para los alimentos infantiles. Además, se mejorarían los dispositivos de control de los equipajes de mano en los aeropuertos, reforzándose asimismo los controles sobre equipamientos electrónicos e incrementando el número de inspecciones manuales. También se limitaría el tamaño de dichos equipajes de acuerdo con las normas IATA (Asociación de Transporte Aéreo Internacional), que pasarían así a tener carácter obligatorio. De este modo, la UE evitaría imponer una prohibición total de viajar con equipaje de mano, salvaguardándose la comodidad de los pasaje-

ros y los intereses de las aerolíneas. Por otra parte, estas limitaciones no afectarían a las compras en los comercios "duty-free" de los aeropuertos, una vez pasado el control de seguridad, aunque podría establecerse un sistema especial de sellado para garantizar que los productos de dichos comercios no puedan ser manipulados.

El Comisario aseguró haber buscado respuestas proporcionadas y equilibradas a la mayor necesidad de seguridad tras los incidentes de este verano. Se ha perseguido "un equilibrio entre las exigencias de seguridad, las facilidades para los pasajeros y la preservación de los intereses legítimos del transporte aéreo", añadió.

Las medidas deberán aún ser formalmente adoptadas por la Comisión en el marco del procedimiento de comitología, tras el dictamen del Comité de Reglamentación sobre la Seguridad Aérea en su reunión de 27 de septiembre. En cualquier caso, el Comisario Barrot espera que puedan comenzar a aplicarse en las próximas semanas y, con toda seguridad, antes de finales de año.

Por otra parte, el Ministerio británico de Transportes indicaba el día 12 su intención de suavizar a partir de la semana del 18 de septiembre las restricciones impuestas en los equipajes de mano, aunque advirtió que dichas medidas responden a una amenaza terrorista real y aún vigente.

APROBADOS PRESUPUESTOS PARA APOYAR AGENCIA EUROPEA DE SEGURIDAD MARÍTIMA

EL PARLAMENTO EUROPEO CONTRA LA CONTAMINACIÓN DE LOS MARES



Itsas Segurtasunaren Agentzia Europarrari 154 milioi euro ematea aprobatu du Europako Parlamentua, era berean matrikulazio zerga desagertu dadin eta “kutsatzen duenak, ordainduko du” printzioa zirkulazio zergari aplikatzea defendatzu.

El Parlamento aprobó el 5 de septiembre, durante su sesión plenaria, un acuerdo con el Consejo estableciendo en 154 millones de euros la aportación financiera comunitaria a la Agencia Europea de Seguridad Marítima para luchar contra la contaminación provocada por buques. El mismo día los diputados se mostraron favorables a eliminar en diez años el impuesto de matriculación y armonizar el impuesto de circulación basándolo en las emisiones de CO₂ de los vehículos, en otras emisiones contaminantes y en su eficiencia energética.

Financiación de la Agencia Europea de Seguridad Marítima. Los eurodiputados aprobaron el informe del ponente español Luis De Grandes Pascual (PPE) sobre la propuesta de reglamento relativa a la financiación plurianual de la Agencia Europea de Seguridad Marítima (EMSA), que fija en 154 millones de euros el valor límite inferior para la realización, durante 2007-2013, de los nuevos cometidos asignados a la Agencia.

Tras catástrofes ecológicas como las del Erika o el Prestige se hizo patente la insuficiente capacidad de respuesta de los Estados miembros ante siniestros de grandes dimensiones, por lo que en 2002 se creó EMSA, asignándosele inicialmente tareas de asistencia técnica, inspección, recopilación de información y explotación de bases de datos sobre seguridad marítima. El texto adoptado por la Cámara permitirá dar respuesta, con medios adicionales y de forma eficaz, a las solicitudes de los Estados miembros en referencia a la contaminación procedente de buques (limpieza, información y datos contrastados sobre seguridad y protección marítimas y contaminación por buques, etc.). Se financiará con este fin una red de buques de apoyo y un servicio de imágenes por satélite.

Respecto a los buques de apoyo, a través de contratos de disponibilidad con armadores comerciales, EMSA podrá fletar buques capaces de adaptarse a operaciones de lucha contra la contaminación, durante un período mínimo de tres años. Los buques cubrirían las cuatro regiones prioritarias (Mar Báltico, accesos occidentales al Canal de la Mancha, costa atlántica y Mar Mediterráneo), aunque podrían prestar asistencia en cualquier otra zona cuando se hiciese necesario. Dichos buques estarían adecuadamente equipados con medios técnicos y humanos para atender las solicitudes de ayuda de los Estados miembros a la hora de luchar contra la contaminación accidental o deliberada procedente de embarcaciones, interrumpiendo sus actividades comerciales habituales para acudir a la zona del siniestro.

El informe subraya que será necesario que EMSA elabore regularmente un inventario de los mecanismos de lucha contra la contaminación y de las capacidades de respuesta disponibles, tanto a nivel privado como público, en las diferentes regiones de la UE. Se pretende así definir las necesidades en materia de buques anticontaminación y de asistencia operativa adicionales, garantizando que dicha asistencia se utilice donde resulte necesario y de la forma más eficaz posible.

El apartado referido a los buques de apoyo absorbe alrededor de 136 de los 154 millones de euros concedidos a la Agencia.

En cuanto al desarrollo de un servicio centralizado de imágenes por satélite, la creación de un centro de servicios de imágenes por satélite para la vigilancia, detección temprana e identificación de buques contaminantes mejorará la disponibilidad de información y la eficacia de las intervenciones de emergencia,

complementando las actividades de los Estados miembros y de la Comisión contra las descargas ilegales y los vertidos accidentales procedentes de buques.

El ponente insistió en que EMSA debe basarse en la mejora de la seguridad marítima y en la prevención y lucha contra la contaminación causada por buques en aguas comunitarias, convirtiéndose en un instrumento con vocación de futuro que asuma gradualmente mayores tareas, aunque siempre complementarias a las desempeñadas por los Estados miembros en este campo. La Agencia no debe pretender sustituir las acciones de los Estados miembros, sino complementarlas y paliar insuficiencias en caso de catástrofe.

Tras catástrofes ecológicas como las del Erika o el Prestige se hizo patente la insuficiente capacidad de respuesta de los Estados miembros ante siniestros de grandes dimensiones

Las acciones cubiertas por la contribución financiera comunitaria incluirán todos los tipos de “contaminación procedente de buques”, ampliándose pues el ámbito de aplicación del Reglamento de forma que las acciones de la Agencia cubran, además de la contaminación por hidrocarburos, aquella procedente de sustancias nocivas y peligrosas (SNP).

Coches más ecológicos. Por otra parte, el mismo día 5 el Parlamento aprobaba (por 385 votos a favor, 139 en contra y 109 abstenciones) el informe de la danesa Karin Riis-Jørgensen (ALDE), pronunciándose claramente a favor de una propuesta de directiva de la Comisión que permitirá eliminar en diez años el impuesto de matriculación y sustituirlo por una impuesto de circulación basado en las emisiones de CO₂ de los automóviles. No obstante, según añadieron los diputados a la propuesta del Ejecutivo, al realizarse el cálculo de dicho impuesto deberá también tenerse en cuenta, además de las emisiones de CO₂, todas las emisiones contaminantes de los automóviles (como partículas de hollín y óxido de nitrógeno) y su eficiencia energética. Así, cuanto más ecológico sea un coche, menos impuestos pagará su propietario y viceversa. Según la ponente, de este modo se transmite a la industria automovilística la necesidad de construir coches más ecológicos y menos contaminantes. El plazo contemplado para retirar el impuesto de matriculación, de entre cinco y diez años, responde a la necesidad de mantener un período de transición para evitar que la propuesta acarree gastos suplementarios para los Estados miembros. Una de las enmiendas adoptadas por el Pleno permite a los Estados miembros eximir del impuesto de circulación a los vehículos de una antigüedad mínima de 20 años, tratando así de preservar, por su valor histórico y su escaso número, los vehículos clásicos y de época.

SE RECOMIENDA CONCENTRAR ESFUERZOS EN LAS ZONAS TRANSFRONTERIZAS



Transportes

RTE-E: PRIMER INFORME DE LOS COORDINADORES EUROPEOS

Sei koordinatzaile europarrek, fondoak RTE-E lehentasunezko proiektuen mugaz besteko arloan kontzentratu daitezen gomendatu dute.

Jacques Barrot, Comisario de Transportes de la Comisión Europea, presentó el pasado 13 de septiembre en Bruselas una Comunicación en la que se recogen los resultados más significativos de los seis informes presentados por los seis coordinadores europeos asignados a otros tantos proyectos de la Red Transeuropea de Transportes (RTE-E). Un año después de su nombramiento, los seis coordinadores han presentado su primer informe en el que, además de analizar los progresos de cada proyecto, ofrecen una serie de recomendaciones de carácter más general que podrán aplicarse al resto de proyectos.

El informe hace también hincapié en la necesidad de reforzar la comunicación entre los Estados miembros implicados

Habida cuenta de que la Comisión se apresta en este momento a poner en marcha los nuevos presupuestos para el período 2007-2013, esas recomendaciones generales pueden ser de gran utilidad para llevar a cabo una programación financiera adecuada. De hecho, tal como señalaba Barrot ante la prensa, **es el momento de que los ministros de transporte de la UE den vía libre al Reglamento Financiero que gestionará los fondos destinados a la RTE-E**. Según dijo, "están muy cerca del acuerdo" y sólo quedaría el visto bueno del Parlamento Europeo. Se cree, por ejemplo, que el nuevo Reglamento, siguiendo las orientaciones de la propuesta revisada de la Comisión, propondrá un porcentaje de financiación comunitaria del 20% de los proyectos prioritarios, que podría subir hasta el 30% en los tramos transfronterizos de esos mismos proyectos.

Informes particulares aparte, los seis coordinadores han fijado (y la Comisión ha asumido como propios) **cuatro principios generales** para la correcta realización de los proyectos de la RTE-E: concentrar los fondos de que se dispone en los tramos transfronterizos y en los principales puntos de congestión, es decir, en proyectos que representan un fuerte valor añadido para la Comunidad; tener muy en cuenta, incluso desde las primeras fases de concepción de los proyectos, todos los aspectos relacionados con la interoperatividad; para impulsar los trabajos en los tramos transfronterizos y en los puntos de congestión, asignar porcentajes de ayuda que supongan un incentivo real respecto del aplicado al resto; finalmente, distribuir los recursos disponibles de manera óptima y conforme a principios de igualdad.

El informe hace también hincapié en la necesidad de reforzar la comunicación entre los Estados miembros implicados, por ejemplo estableciendo estructuras comunes de planificación y de gestión que faciliten la buena ejecución de los proyectos. Barrot señalaba también la necesidad de implicar, más allá de los agentes que intervienen en las obras mismas, a otros sectores de la

administración pública con intereses directos en estos proyectos: gestores nacionales, regionales y locales responsables del tráfico, la política de transportes, la planificación de infraestructuras, etc.

Hablando de la coordinación y de los buenos oficios de algunos coordinadores europeos, se señaló la fórmula de la firma de las "cartas de intenciones" y la creación de las "comisiones intergubernamentales" como modelo a seguir en los proyectos para coordinar mejor las acciones de los países interesados. El proyecto prioritario nº 17, confiado a Péter Balázs, que lleva adelante la construcción del eje ferroviario París-Estrasburgo-Stuttgart-Viena-Bratislava, necesita de la colaboración de cuatro Estados miembros y, desde sus inicios, se ha distinguido por ser más un "puzzle" de diferentes secciones nacionales aisladas, sin demasiada relación entre ellas, que un proyecto comunitario.

La intervención del coordinador europeo consiguió la firma de una declaración de intenciones de los cuatro ministros de transportes de Francia, Alemania, Austria y Eslovaquia, además de otra declaración de apoyo de las autoridades regionales implicadas en los tres tramos transfronterizos con que cuenta el eje. Algo necesario en un proyecto en el que se llevan invertidos 10.000 millones de euros. Otro tanto sucede en el proyecto nº 1, el eje ferroviario Berlín-Verona-Bolonia-Nápoles-Palermo, que concentra sus esfuerzos en el túnel de Brenner (implicando a Alemania, Austria e Italia), un tramo vital que supone la construcción de un túnel bitubo de 56 km de largo, que permitirá el tráfico mixto de mercancías y pasajeros.

El Reglamento Financiero a que antes se hacía referencia tiene mucho interés por otra razón fundamental: el acuerdo interinstitucional que cerró las asignaciones presupuestarias para el período 2007-2013 redujo a 8.000 millones de euros las previsiones iniciales de 20.000 millones para la RTE-E durante ese período. Y ahora queda ver cómo se reparte un pastel que se ha reducido en más de su mitad.

Ante la pregunta de qué pasa con los proyectos prioritarios (otros 24) para los que no se ha nombrado coordinador, Barrot aclaró que esa circunstancia no significa que no puedan llevarse a cabo: "no hay exclusividad para los proyectos que sí disponen de coordinador", dijo. Sin embargo, a nadie se le oculta que habrá que elegir. Y para empezar, **ya se ve que el objetivo es centrarse en los tramos transfronterizos de esos proyectos**.

Para hacernos una idea del panorama presupuestario con que se enfrenta la Comisión, bastan 3 ejemplos: Karen van Miert, coordinadora europea del proyecto nº 1, estima en su informe que sólo el túnel de Brenner necesita en el período 2007-2013 una inyección económica comunitaria de 900 millones, imprescindibles para poder "captar las inversiones nacionales" necesarias para avanzar. Por su parte, Péter Balázs, coordinador del proyecto nº 17, calcula que necesitará en ese período 870 millones del presupuesto de la RTE-T, siempre y cuando obtenga otros 400 de los Fondos de Cohesión. Y el proyecto nº 27, el ERTMS (Sistema europeo de gestión del tráfico ferroviario), transfronterizo donde los haya, recibirá según Barrot una dotación privilegiada dada su indudable importancia estratégica. Otros 27 proyectos esperan noticias.

APOYO A LA COMPUTACIÓN DE ÚLTIMA GENERACIÓN

FINANCIACIÓN PARA INVESTIGACIÓN DE LOS MODELOS GRID



Europako Batasunak, "lagunduriko konputazioa"ren sistema berrienetan (Grid hain zuzen ere), oinarrituriko 23 ikerketa proiektu berri euskarritu ditu. Sistema honek baliabideak dinamikoki eta era malguan biltzea onartzen du, kalkulu konplexuei aurre egiteko.

Viviane Reding, Comisaria de Sociedad de la Información y Medios de Comunicación, anunció el pasado 18 de septiembre la inminente puesta en marcha de 23 nuevos proyectos de investigación en torno a los nuevos modelos de "computación distribuida", los llamados de "computación en Grid" (Grid: red, malla, retícula), con un desembolso total de 78 millones de euros. Todo ello dentro del 6º Programa Marco de Investigación de la UE para el período 2002-2006.

La computación en Grid (o en malla) es un nuevo modelo de computación distribuida en el que todos los recursos de un número indeterminado de ordenadores son agrupados para ser tratados como un único superordenador de manera transparente. La novedad es que estos ordenadores "asociados" no están conectados o enlazados firmemente y tampoco han de estar en el mismo lugar geográfico.

La tecnología Grid es una evolución de los conocidos "cluster" o racimos de ordenadores que permiten conectar entre sí un grupo de computadoras mediante un sistema de red de alta velocidad y un software que realiza la distribución de la carga de trabajo entre los equipos, con un centro de almacenamiento de datos único.

Grid es una tecnología más flexible, que crea entre un grupo importante de ordenadores un vínculo dinámico y flexible permitiendo, por la suma de las capacidades de todos ellos, la gestión y elaboración de cálculos complejos de una manera económica y más accesible. Como explican los investigadores, "Grid es el uso de recursos dispersos de una manera colaborativa y flexible".

La UE viene financiando desde hace varios años investigaciones en este ámbito para que las empresas europeas puedan producir bienes y servicios de gran calidad. Sectores como el automovilístico, aeronáutico, financiero, farmacéutico y de medios de comunicación se verán beneficiados por estas investigaciones. La tecnología Grid, por ejemplo, cuenta con diversas aplicaciones en el campo de la seguridad vial: mediante complicados cálculos es posible deducir los datos que permiten construir el parachoques adecuado para que el riesgo de lesión grave en un peatón atropellado sea menor.

Pero las ventajas van más allá de la investigación básica y de sus aplicaciones tecnológicas individuales. Puesto que los sistemas trabajan en red, es posible imaginar a toda una serie de empresas del mismo ramo productivo, "enemigas" a priori, poniendo en común sus sistemas de computación cuando se trata de establecer estándares comunes de producción que permitan innovar más fácilmente sin dejar de proteger sus intereses comerciales y reforzando la competitividad del sector. Esta posibilidad de colaborar sin perder lo que distingue a cada empresa y aumentando a la vez la competitividad del conjunto es lo que hace defender estos proyectos a la Comisaria Reding: **"Tengo la intención de destinar importantes recursos financieros de la UE a la investigación en este ámbito, incluso a más largo plazo"**.

Un modelo a seguir es el sistema desplegado por la empresa Audi, en el marco del proyecto SIDMAT de 2004, subvencionado por la UE para desarrollar tecnologías genéricas útiles en los campos de la automoción y la aeronáutica. Proveedores y fabricantes de repuestos de países diferentes, de la mano de un proyecto liderado por Audi, ponen en común sus datos, los explotan de manera colectiva y optimizan los flujos de trabajo en esa plataforma virtual construida sobre la red. Es posible pensar que el

resto de empresas automovilísticas tendrán interés en participar en el sistema persiguiendo un refuerzo importante de la competitividad global de la actividad del sector en Europa como consecuencia del desarrollo de estos sistemas de colaboración.

Grid es un nuevo modelo de computación distribuida en el que todos los recursos de un número indeterminado de ordenadores son agrupados para ser tratados como un único superordenador de manera transparente

Este sistema de "computación distribuida" da lugar a una serie de nuevos servicios de los que se pueden beneficiar empresas y particulares (la accesibilidad es otra de las ventajas que la UE ve en estos sistemas) y permite que la información circule por redes más seguras que la Internet actual. El punto de la seguridad es delicado en este tipo de computación pues las conexiones se hacen de forma remota y no local.

Desde 2002 la UE ha invertido 130 millones de euros en investigación y otros 250 millones en el desarrollo de los descubrimientos alcanzados, incluyendo el proyecto GIANT, la red electrónica de investigación europea de alta velocidad. De los 23 nuevos proyectos, 3 destacan sobre los demás y acaparan casi el 50% de la subvención total:

El proyecto BEinGRID, de 16 millones de euros, es la mayor apuesta de la Comisión Europea. La misión de este proyecto, liderado por Atos Research & Innovation, es la creación de un almacén de servicios Grid y su uso en experimentos de negocio concretos que ayuden a estimular la adopción temprana de Grid en la Unión Europea. Las finanzas, la industria química, la textil, las ventas al por menor, etc., son los campos de aplicación de los 18 experimentos que se pondrán en marcha.

Con 14,2 millones de ayudas, XtreemOS pretende extender el sistema Operativo Linux e integrar en él (no se ha hecho hasta ahora) los sistemas de computación distribuida Grid. El éxito de Linux permite augurar logros importantes cuando los modelos Grid funcionen adecuadamente sobre este sistema operativo.

El proyecto BREIN hará posible, con la participación de diversos centros académicos que desarrollan tecnologías de computación distribuida, generar aplicaciones muy valiosas en el campo de la gestión logística de los aeropuertos.

Un gran número de los participantes del sector privado son miembros de la Plataforma tecnológica NESSI (Networked European Software and Services Initiative), grupo estratégico para los programas informáticos, los servicios, la computación distribuida y la seguridad.

APOYO FINANCIERO A TRAVÉS DEL PROGRAMA ARGO



Asuntos de Justicia
e Interior

GESTIÓN DE LA INMIGRACIÓN CLANDESTINA

Europako Batasunak hainbat ekintza premiazko izaeraz finantzatu ditu, Spainia, Italia eta Maltako kostatara inmigrante afrikarren iristea laguntzeko.

La Comisión decidió el pasado 19 de septiembre financiar parcialmente seis proyectos presentados coordinadamente por España, Italia y Malta para hacer frente con carácter de urgencia a la situación creada en estos países tras la llegada masiva de inmigrantes procedentes de distintos países africanos, en el marco del Programa ARGO que la Comisión lanzó en 2002 (finaliza en diciembre de 2006) para promover la cooperación administrativa en los campos de las fronteras exteriores, los visados, el asilo y la inmigración exterior.

La financiación comunitaria puede cubrir hasta el 60% del coste de la acción y llegar hasta el 80% en casos excepcionales

Los programas incluidos en ARGO deben ser propuestos por las correspondientes agencias nacionales e implicar a otros Estados miembros. La financiación comunitaria puede cubrir hasta el 60% del coste de la acción y llegar hasta el 80% en casos excepcionales. ARGO nació con el propósito de promover la cooperación entre las administraciones nacionales, para impulsar el uso uniforme del derecho comunitario y para animar a la transparencia de las acciones llevadas a cabo en estos ámbitos. También cofinancia programas en los

ámbitos de los visados, el control de las fronteras exteriores y el asilo.

En este caso, se trata de seis proyectos (3 de ellos en España, 2 en Malta y 1 en Italia) que recibirán una aportación global de la UE de 3,28 millones de euros y se desarrollarán a lo largo de los próximos 4 meses. Dos de los tres proyectos españoles tienen que ver con el refuerzo de la estructura de acogida y de primeros auxilios organizada para recibir a los inmigrantes en las Islas Canarias, mientras el tercero servirá para proseguir los trabajos de vigilancia marítima previniendo la salida ilegal de inmigrantes de aguas de Mauritania. Los proyectos malteses son similares: vigilancia marítima, búsqueda y rescate, por un lado, y mejora de las condiciones de acogida y atención por otra. El italiano reforzará los medios de ayuda para el momento del desembarque de inmigrantes en Lampedusa y, además, aumentará la capacidad de acogida en la isla.

Franco Frattini, Comisario de Justicia, Libertad y Seguridad, se refería a la premura de la respuesta comunitaria y a la solidaridad necesaria entre los Estados miembros, pero iba más allá en sus demandas: **“Es preciso desarrollar una estrategia común de gestión integrada de las fronteras marítimas”**, añadiendo que **“la solidaridad también debe integrarse en un debate franco sobre la política de inmigración europea”**.

Un elemento fundamental de esta política común de gestión de fronteras y de la inmigración es FRONTEX, agencia que garantiza la coordinación de las acciones de los Estados miembros en la ejecución de medidas comunitarias relativas a la gestión de las fronteras exteriores.

BALCANES OCCIDENTALES, ORIENTE MEDIO Y SUDÁN

CONSEJO ASUNTOS GENERALES Y RELACIONES EXTERIORES I

Mendebaldeko Balkanen, Erdi Ekaldearen eta Sudanen egoera izan ziren Ministroek Irailaren 14 eta 15ean eztabaidaturiko gai nagusiak.



Balcanes Occidentales. Los ministros mostraron su apoyo al equipo comunitario que preparará la misión internacional civil en Kosovo. En cooperación con la comunidad internacional, las instituciones locales y la Misión UMNIK de Naciones Unidas, el equipo complementará una acción conjunta de abril de 2006 con vistas a una posible operación de gestión de crisis en el ámbito del Estado de Derecho.

El Consejo expresó su preocupación por la violenta retórica utilizada durante la reciente campaña electoral en Bosnia y Herzegovina y reafirmó su compromiso con el Acuerdo de Paz de Dayton y la integridad territorial del país. Aunque resaltaron los progresos en las negociaciones para un Acuerdo de Estabilización y Asociación, los ministros lamentaron el retraso en reformas clave, como la reestructuración policial.

El Consejo se felicitó por el respeto observado a las normas internacionales durante las recientes elecciones en la República de Montenegro. La UE espera ahora la formación del gobierno y el acuerdo del Parlamento sobre la adopción de una nueva Constitución compatible con las normas europeas, y remarca la necesidad de un diálogo constante entre gobierno y oposición. El nuevo gobierno deberá continuar trabajando en las reformas de las áreas de la libertad, justicia y seguridad.

Los ministros respaldaron la propuesta de la Comisión Europea de relanzar las negociaciones para un Acuerdo de Asociación y Estabilización con Montenegro, y aprobaron una declaración conjunta sobre el diálogo político con este país.

Para la estabilidad de la región será también esencial una Serbia pacífica y próspera que se integre plenamente en la familia europea. El Consejo reiteró su intención de retomar las negociaciones para un Acuerdo de Estabilización y Asociación con el país tan pronto como demuestre una completa cooperación con el Tribunal Penal Internacional para la Antigua Yugoslavia (TPIY).

Oriente Medio. Respecto a Palestina, los ministros se mostraron dispuestos a aprovechar el acuerdo entre Al Fatah y Hamas para formar un gobierno de unidad nacional, que podría ser un socio negociador para la UE si respeta las tres condiciones impuestas por la comunidad internacional: renuncia a la violencia, reconocimiento de Israel y aceptación de los acuerdos suscritos anteriormente por la Autoridad Nacional Palestina.

El Consejo expresó su preocupación por la situación humanitaria en los territorios palestinos y decidió prorrogar tres meses más el Mecanismo Temporal Internacional de Ayuda. Asimismo, reclamó a Israel la transferencia de los impuestos recaudados en la frontera, instando a la completa aplicación del Acuerdo sobre Movimiento y Acceso.

Respecto al Líbano, los ministros reafirmaron su apoyo a la aplicación de la Resolución 1701 del Consejo de Seguridad de la ONU y se congratularon por los esfuerzos realizados al respecto, particularmente por el ejército libanés y los Veinticinco. El Consejo celebró el final del bloqueo marítimo y aéreo de Israel, instó a la liberación inmediata de los dos

soldados israelíes capturados en el Líbano y reiteró su compromiso de ayuda al gobierno libanés en sus necesidades y problemas humanitarios, medioambientales y de reconstrucción.

Irak. El Consejo alabó los progresos en el desarrollo del Pacto Internacional y los esfuerzos del gobierno iraquí en la elaboración del proyecto que expone las grandes líneas de dicho Pacto. Los ministros incidieron en la importancia de que los iraquíes dirijan el proceso, abriendolo a todas las partes iraquíes interesadas y a todos los aspectos (económicos, políticos, seguridad). Asimismo, confirmaron su apoyo a los objetivos del Pacto, dirigido a unir a la comunidad internacional para ayudar a Irak a construir una nación segura, unificada, federal y democrática, fundada sobre los principios de libertad e igualdad y en condiciones de aportar paz y prosperidad a su población.

Será necesario garantizar la coordinación con la ayuda a la reconstrucción ya existente, particularmente el Fondo Internacional de Reconstrucción (IRFFI).

Sudán. Los ministros se mostraron preocupados por el deterioro de la situación humanitaria y de seguridad en la región de Darfur, condenaron las continuas violaciones del alto el fuego firmado en mayo y recordaron la obligación de permitir el envío de asistencia humanitaria.

Ante los combates renovados en el norte de Darfur y el aumento de fuerzas y ataques militares, gubernamentales y rebeldes, el Consejo instó al gobierno a cumplir el alto el fuego, respetar sus compromisos, proteger los derechos de sus ciudadanos y cooperar con las Naciones Unidas.

Por otra parte, los ministros solicitaron a los aún no firmantes del acuerdo de paz de Abuya su adhesión al mismo, que constituye la base para la estabilidad, la paz y la reconciliación en Darfur. La comunidad internacional también deberá colaborar para mejorar la situación humanitaria y construir una paz duradera en la zona.

República Democrática del Congo. El Consejo reafirmó su apoyo activo al proceso electoral en RDC, mostrando su satisfacción por el progreso en la reducción de tensiones entre las dos candidaturas presidenciales, así como por el compromiso firmado para un uso de los medios que no promueva la violencia.

Las próximas autoridades de RDC deberán comprometerse con el buen gobierno, el Estado de Derecho, la seguridad y la estabilidad, continuando las reformas en el sector de la seguridad.

Somalia. Los ministros apreciaron las conclusiones de la segunda fase del diálogo entre las instituciones federales de transición (única representación política que consideran legítima) y la Unión de los Tribunales Islámicos, animando a ambas a apoyar esta dinámica de negociaciones.

Todos los implicados deberán además respetar el embargo de armas y lograr un consenso por la paz y la reconciliación, para lo que requerirán la implicación de la población somalí.

LUCHA CONTRA EL TERRORISMO Y DERECHOS HUMANOS



Relaciones
Exteriores

CONSEJO DE ASUNTOS GENERALES Y RELACIONES EXTERIORES II

Nazio Batuen Giza Eskubideen Kontseilua eta terrorismoaren aurkako borroka izan ziren Ministroen eztabaideraren gai nagusi irailaren 15ean.

Lucha contra el terrorismo. La UE reiteró su compromiso de combatir el terrorismo de forma eficaz usando todos los instrumentos legales disponibles. Sin embargo, aunque debatió sobre las cárceles secretas de la CIA en Europa, el Consejo evitó condenar explícitamente la declaración del Presidente norteamericano George Bush admitiendo la existencia de dichas cárceles fuera del territorio estadounidense (la víspera del Consejo el Parlamento Europeo había solicitado a los ministros que se pronunciasen sobre dichas declaraciones).

El Consejo señaló que seguirá adelante con el diálogo con EEUU en relación con la salvaguarda de los derechos humanos en la lucha contra el terrorismo

Los ministros recordaron que el terrorismo es una amenaza contra el sistema de valores basado en el Estado de Derecho y que al combatirlo deben respetarse los derechos humanos. En este sentido, remarcaron que la existencia de centros secretos de detención donde los detenidos permanecen sumidos en un vacío legal se opone a las leyes humanitarias y penales internacionales, y que EEUU deberá tratar a todos los detenidos de acuerdo con lo establecido en la Convención de Ginebra y según las garantías contempladas por el Comité Internacional de la Cruz Roja.

El Consejo señaló además que seguirá adelante con el diálogo con EEUU en relación con la salvaguarda de los derechos humanos en la lucha contra el terrorismo.

Consejo de los Derechos Humanos. Los ministros adoptaron una serie de conclusiones en referencia a la segunda sesión del Consejo de los Derechos Humanos (CDH) de las Naciones Unidas, que se celebrará entre el 18 de septiembre y el 8 de octubre en Ginebra.

El Consejo manifestó su total apoyo y colaboración a los objetivos del CDH - creado el pasado mes de marzo en sustitución de la Comisión de los derechos humanos -, esperando que el organismo pueda contribuir eficazmente a la protección y promoción de los derechos humanos, para lo que remarcó la importancia del diálogo y cooperación entre todas las partes.

Los ministros mostraron su satisfacción por las importantes medidas adoptadas desde la creación del CDH en cuanto a la fijación de normas en el ámbito de los derechos humanos, refiriéndose particularmente a la aprobación del convenio internacional para la protección contra desapariciones forzadas, la declaración sobre los derechos de las poblaciones autóctonas o el acuerdo sobre el proyecto de convenio sobre derechos de las personas minusválidas.

El CDH se centrará en aspectos como los derechos civiles, políticos, económicos, sociales y culturales, y examinará las violaciones de los derechos humanos, haciendo recomendaciones al respecto. La prevención se convertirá en uno de sus puntos fuertes del organismo.

En esta próxima segunda sesión, el Consejo destaca la necesidad de definir el alcance de los futuros trabajos del CDH y se compromete a cooperar de manera constructiva para garantizar un debate que produzca resultados concretos y útiles. Será esencial reforzar el sistema y preservar la independencia e integridad de los exámenes.

Las situaciones y cuestiones de actualidad se incluyen asimismo entre los temas abarcados por el Consejo de Derechos Humanos, y la UE contribuirá en el planteamiento de dichas cuestiones.

El Consejo también insistió en la obligación que tienen todos los gobiernos de cooperar con estos mecanismos. Además, los ministros destacaron la importante contribución de las ONG en los trabajos del CDH.

El Consejo, por otra parte, reafirmó el decidido apoyo de la UE a los trabajos de la Alta Comisaria de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, Louise Arbour, y su Mesa, que deberán asimismo contribuir activamente a la eficacia y operatividad del Consejo de los derechos humanos.

Transparencia. Los ministros aprobaron una decisión modificando sus normas de procedimiento con vistas a lograr una mayor apertura y transparencia del trabajo del Consejo en relación con los actos legislativos comunitarios, de acuerdo con la política establecida por el Consejo Europeo del pasado mes de junio.

Con esta decisión se pretende que los ciudadanos comunitarios se vean capacitados para comprender mejor las actividades del Consejo, particularmente cuando éste se dedica a deliberar sobre actos legislativos bajo el procedimiento de codecisión Consejo-Parlamento. Gracias a las nuevas medidas, dichas deliberaciones y debates públicos serán publicados en Internet en todos los idiomas oficiales de la UE.

Las modificaciones en el procedimiento del Consejo tratarán además de racionalizar la programación de sus actividades, introduciendo un programa de 18 meses. La decisión también contribuirá a mejorar el funcionamiento del procedimiento escrito para la toma de decisiones, así como a acelerar la aprobación de las respuestas a cuestiones formuladas a los miembros del Parlamento Europeo y de los nombramientos de miembros del Comité Económico y Social y del Comité de las Regiones.

Los ministros prevén revisar en diciembre la aplicación de las medidas, con el fin de valorar su impacto en la eficacia del trabajo del Consejo.

Otros temas. El Consejo debatió asimismo sobre el polémico programa nuclear iraní, ofreciendo su apoyo a los esfuerzos de negociación y remarcando la importancia de llegar a una pronta conclusión. (Este tema es tratado con mayor profundidad en otro artículo de este mismo número).

Además, adoptó un Reglamento imponiendo medidas antidumping contra la gamuza proveniente de China, una decisión autorizando a la Comisión a abrir negociaciones con Bielorrusia con el fin de renovar un acuerdo sobre comercio de textiles, y una decisión prolongando un acuerdo entre la UE y el gobierno indonesio sobre la misión comunitaria de supervisión en Aceh. Los ministros también aprobaron una posición común con vistas a las conclusiones de la VI Conferencia Ministerial sobre Industria de Rodas (21 y 22 de septiembre).

Por otra parte, al margen del Consejo se celebró una reunión del Consejo de Cooperación UE-Ucrania.

DESTACADO PAPEL DE LA ONU EN RESOLUCIÓN DE CONFLICTOS

VI CUMBRE UE- ASIA

Europako Batasuna eta Asiaren arteko seigarren Gailurrik (ASEM), segurtasunaren aukako mehatxuen arloan, eraldaketa klimatikoaren arloan, efizientzia energetikoaren arloan eta kulturen arteko elkarriketan Nazio Batuen Organizazioak duen zereginaz azpimarratu zuen.

Helsinki fue el escenario, durante los pasados días 10 y 11 de septiembre, de la sexta Cumbre ASEM, diez años después de la creación de este foro que reúne cada dos años al Presidente de la Comisión Europea con los Jefes de Estado y de Gobierno de los 25 Estados miembros de la UE, más los 10 miembros de la Asociación de Naciones del Sureste Asiático (ASEAN), Japón, China y Corea del Sur.

39 mandatarios que pronto serán 45 ya que, por parte europea, Rumanía y Bulgaria entrarán en ASEM en 2007 tras su ingreso en la Unión Europea y, del lado asiático, lo harán India, Pakistán, Mongolia y la Secretaría de la ASEAN, el organismo regional de Estados del sureste asiático creado en 1967.

En alusión a la ampliación de ASEM, Matti Vanhanen, Primer Ministro finlandés, justificó la medida explicando que el foro ha de ser "un proceso abierto, evolutivo e inclusivo".

Esta decisión se recoge en el documento **El futuro de ASEM**, emanado de la última sesión de trabajo, en el que además se da cuenta de la creación de la Secretaría Virtual de ASEM, una herramienta que hará más fácil la coordinación y la comunicación en red de los socios. El texto recoge las áreas de trabajo dominantes en el futuro inmediato de la asociación: consolidación del multilateralismo, globalización, competitividad, salud, ciencia, tecnología, TIC, desarrollo sostenible, cambio climático, energía, etc.

La primera sesión, dedicada a **el multilateralismo y a los nuevos desafíos en la seguridad**, sirvió para poner el énfasis en la necesidad de potenciar el papel de la ONU, organismo que ha de proseguir el proceso de reforma iniciado en 1997, lo que le aportará mayores capacidades para ejercer de pivote de un sistema multilateral de relaciones entre los Estados. La ONU es, afirma ASEM, el lugar desde el que promover la paz mundial, la seguridad, el desarrollo sostenible y los derechos humanos.

En este sentido, ASEM valora positivamente la puesta en marcha de los nuevos instrumentos de la ONU: la Comisión de Consolidación de la Paz (Peacebuilding Commission) para proponer estrategias encaminadas a lograr la rehabilitación de países afectados por conflictos armados, y el Consejo de Derechos Humanos (Human Rights Council), ambos creados en 2005.

El diálogo entre culturas y civilizaciones como respuesta a la amenaza terrorista, una amenaza vigente que requiere una respuesta común, es una de las soluciones de ASEM a este problema. Promover la tolerancia, la comprensión de la diferencia, superar la ignorancia y evitar los estereotipos son actitudes vitales que servirán para erradicar la violencia.

ASEM promociona el diálogo entre las religiones como herramienta para aumentar el respeto y evitar la violencia promovida en el nombre de la religión. También defiende la necesidad de promover la diversidad cultural, cuestión recogida en la todavía no ratificada ni puesta en práctica "Convención de la UNESCO para la protección y la promoción de la diversidad de expresiones culturales" (CPPDCE), de 2005.

La sesión dedicada a la sostenibilidad, al medio ambiente y a la energía, sirvió para aprobar la "Primera declaración ASEM-6 sobre el cambio climático" en la que se promueve la contribución de todos los países respaldando el programa de la ONU

recogido en su Convenio sobre el cambio climático (UNFCCC) y en el Protocolo de Kyoto. La idea es sumar a los países asiáticos no afectados por las medidas de reducción de emisiones de gases de efecto invernadero para que participen en el proceso a partir de 2012, tras "Kyoto".

El documento, que provoca pesimismo en algunos países por su falta de concreción, contiene afirmaciones como ésta: "Estamos comprometidos a mejorar la eficiencia energética y a incrementar los sistemas de energía renovable, adaptados a las circunstancias locales". Ha de tenerse en cuenta que se trata de dos Continentes, con 2.400 millones de ciudadanos viviendo y trabajando en muy diversas circunstancias sociales y productivas, que consumen ingentes cantidades de energía. Hablamos de 38 países que generan conjuntamente el 52% del PIB mundial y el 43% de su comercio.

ASEM promociona el diálogo entre las religiones como herramienta para aumentar el respeto y evitar la violencia promovida en el nombre de la religión

ASEM, por otro lado, también mantiene otras iniciativas relacionadas con el medio ambiente, como la ASEM Oceans Initiative y el Foro Asia-Europa del Medio Ambiente.

En la sesión dedicada a **globalización y competitividad**, se habló de la importancia de retomar las negociaciones de la Ronda de Doha, de la necesidad de promocionar la competencia leal y de conseguir unas fuentes de energía que hagan viable un suministro a un precio razonable y respetuoso con el medio ambiente.

Como alternativa al estancamiento de las negociaciones de la OMC, se estimó la posibilidad de favorecer la firma de acuerdos comerciales regionales y bilaterales, en ningún caso incompatibles con el sistema multilateral que propugna la Ronda de Doha.

El Foro ASEM expresó su interés y apoyo al ingreso de Vietnam en la OMC y calificó la formación básica y profesional, así como la formación permanente, como la mejor inversión para el desarrollo económico y social de los Estados miembros.

La situación en Myanmar (antigua Birmania), que vive bajo un régimen militar desde 1962 pese a que en 1990 unas elecciones democráticas dieron la mayoría absoluta al partido de la Premio Nobel de la Paz Aung San Suu Kyi (país sobre el que la UE mantiene un embargo económico y de visados para políticos y militares), fue analizada, al margen del foro, por los representantes birmanos y la "troika" europea en un intento de acelerar las reformas y acercar el país a la ONU.



POCA CESIÓN EN LAS POSTURAS

Relaciones
Exteriores

CONTENCIOSO NUCLEAR UE- IRÁN

Datu guztien arabera negoziaketeak aurrera diraute, iritzi publikoaren aurrean inork bere haserako asmoei amore ematen ez dien arren: Iranek bere programarekin aurrera dirau eta nazioarteko komunitateak programa hori bertan behera uztea galdatzen du negoziaketak hastea posible izan dadin.

Casi nada ha cambiado en la negociación del programa nuclear iraní desde que el pasado 31 de agosto finalizara el plazo dado por el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas para que Teherán detuviera su programa de enriquecimiento de uranio.

Después de más de dos décadas experimentando en secreto con la energía nuclear, **la República Islámica iraní viene recibiendo desde hace tres años peticiones explícitas de revisión, incluidos algunos ultimátum formales**, tanto de la Agencia Internacional de la Energía Atómica (AIEA) como del mismo Consejo de Seguridad de la ONU.

La supuesta oferta iraní de suspensión temporal de la actividad nuclear no fue suficiente para que Mohamed El Baradei, Director General de la AIEA

Seis países encabezan las presiones para que el régimen iraní cese sus experimentos con uranio: Alemania, Francia, Gran Bretaña, Estados Unidos, China y Rusia (es decir, los cinco permanentes del Consejo de Seguridad más Alemania), aunque una parte importante del protagonismo negociador recae en la Unión Europea, en la persona de su representante para la política exterior y de seguridad común, Javier Solana. La UE y, sobre todo, EEUU han especulado a menudo con la posibilidad de las sanciones una vez que Irán incumplió la exigencia del Consejo de Seguridad. Rusia y China, en cambio, mantienen una postura más ambigua, exigiendo que Irán no desarrolle su plan nuclear pero negando simultáneamente cualquier opción de sanciones en razón de su "proximidad" geopolítica a ese país.

La rueda de encuentros comenzó el pasado 10 de septiembre, en Viena, entre Solana y Alí Lariyani, responsable iraní de la negociación de las cuestiones nucleares. Nada se supo, más allá de las expresiones al uso: "conversación constructiva", "se hacen progresos", mientras desde Helsinki Wen Jiabao, Primer Ministro chino, reproducía una vez más su conocida posición: "No nos gustaría ver que Irán desarrolla armas atómicas [pero] imponer sanciones no traerá necesariamente una solución pacífica".

Al día siguiente, en el mismo escenario, Solana y Lariyani continuaron sus conversaciones (aspecto positivo en opinión de todos) y, por primera vez, se empezó a especular con la posibilidad de que "los Seis" (algunos de ellos, por lo menos) consintieran en negociar sin que Irán acceda inmediatamente a detener su programa científico. Según ese plan, el compromiso iraní consistiría en detener sus trabajos poco después de iniciadas las conversaciones. Otra versión asegura que Irán estaría dispuesta a suspender los trabajos "temporalmente"

(uno o dos meses) siempre que fuera evidente que lo hace "sin presiones".

Todo muy en el aire porque, mientras tanto, los EEUU manifestaban su intención de iniciar las conversaciones para llevar al Consejo de Seguridad una propuesta de resolución en la que se incluirían las sanciones previstas en la Resolución 1.696 del pasado 31 de julio que, entre otras cosas, concedía a Irán un mes para cancelar sus trabajos de enriquecimiento de uranio y anunciable la imposición de sanciones económicas en caso de respuesta negativa al requerimiento.

El 12 de septiembre tuvo lugar en Viena la reunión de la Junta de Gobernadores de la AIEA con este tema en el centro de la agenda. La supuesta oferta iraní de suspensión temporal de la actividad nuclear no fue suficiente para que Mohamed El Baradei, Director General de la AIEA, cambiara su discurso pesimista: "Necesitamos completar nuestra verificación lo antes posible. Después de tres años ya es tiempo de que esto se haga", dijo, y continuó: **"Voy a informar de que Irán no cumple las exigencias de la Junta y del Consejo de Seguridad"**.

Pese a que Solana y Lariyani no se volvieron a ver hasta su encuentro en Nueva York con ocasión de la Asamblea General de la ONU (semana del 18-22 de septiembre), las negociaciones no se han detenido, como lo atestigua la reunión mantenida en Ginebra el día 14 de septiembre entre sus respectivos adjuntos. De hecho, al día siguiente Javier Solana dio un paso cualitativo en relación con el tono de sus anteriores declaraciones para asegurar que sólo se verá con Lariyani para cerrar la cuestión: "Espero verle pronto [...] pero sólo debemos vernos cuando haya una posibilidad real de resolver los problemas difíciles o casi imposibles para intentar llegar a una solución final".

El 17 de septiembre, desde la Cumbre del Movimiento de los No Alineados (MNA) celebrada en La Habana, **Mahmud Ahmadineyad, Presidente iraní**, exponía nuevamente su conocida postura: **las actividades nucleares iraníes "no son una amenaza para nadie", lo que sí es peligroso, dijo, "es la experimentación con bombas atómicas de tercera generación por parte de los Estados Unidos"**. Irán siempre ha defendido su derecho a llevar adelante su propio programa atómico para usos civiles al amparo del Tratado sobre la no proliferación de las armas nucleares (TNP) que limita el uso de estas armas a los cinco miembros permanentes del Consejo de Seguridad. India, Pakistán e Israel, que no han firmado el Tratado, también las tienen; Corea del Norte revocó la firma y (aunque no verificado por la AIEA) es seguro poseedor de armas nucleares.

El pasado 18 de septiembre, mientras Jacques Chirac, Presidente francés, volvía sobre la oferta iraní de detener temporalmente el enriquecimiento de uranio proponiendo la contrapartida de congelar la petición de sanciones ante el Consejo de Seguridad, la prensa rusa daba a conocer la noticia de la próxima puesta en marcha (septiembre de 2007) de la central nuclear de Bushehr, en Irán, de tecnología rusa, contra la que EEUU ya se había manifestado puesto que, según Washington, podría permitir la fabricación de armas atómicas. Según el acuerdo, Rusia se hace cargo del combustible tras su utilización.

LEGISLACIÓN



Agricultura

Reglamento (CE) nº 1157/2006 de la Comisión, de 28 de julio de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 188/2005 por el que se establecen disposiciones de aplicación del régimen de ayudas al sector de la carne en las regiones ultraperiféricas.
DO UE-L 208 de 29/7/2006, pg. 15

Decisión 2006/532/CE de la Comisión, de 28 de julio de 2006, sobre determinadas medidas de protección en relación con la gripe aviar altamente patógena en la República de Sudáfrica.
DO UE-L 212 de 2/8/2006, pg. 16

Decisión 2006/533/CE de la Comisión, de 28 de julio de 2006, relativa a determinadas medidas temporales de protección contra la gripe aviar altamente patógena en Croacia.
DO UE-L 212 de 2/8/2006, pg. 19

Decisión 2006/545/CE del Consejo, de 18 de julio de 2006, relativa a la equivalencia del examen oficial de variedades realizado en Croacia.
DO UE-L 215 de 5/8/2006, pg. 28

Reglamento (CE) nº 1200/2006 de la Comisión, de 8 de agosto de 2006, relativo a la apertura de una licitación permanente para la exportación de cebada en poder del organismo de intervención checo en Bélgica.
DO UE-L 218 de 9/8/2006, pg. 3

Decisión 2006/555/CE de la Comisión, de 3 de agosto de 2006, por la que se modifica el apéndice B del anexo XII del Acta de adhesión de 2003 en lo que respecta a determinados establecimientos de los sectores cárnico, pesquero y lácteo en Polonia.
DO UE-L 218 de 9/8/2006, pg. 17

Decisión 2006/571/CE de la Comisión, de 14 de agosto de 2006, por la que se modifica la Decisión 2005/648/CE relativa a medidas de protección contra la enfermedad de Newcastle en Bulgaria.
DO UE-L 227 de 19/8/2006, pg. 58

Decisión 2006/579/CE de la Comisión, de 24 de agosto de 2006, relativa a una ayuda financiera de la Comunidad para la erradicación de la enfermedad de Newcastle en Dinamarca en 2005.
DO UE-L 232 de 25/8/2006, pg. 40

Reglamento (CE) nº 1277/2006 de la Comisión, de 25 de agosto de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1845/2005 en lo que se refiere a la cantidad cubierta por la licitación permanente para la reventa en el mercado comunitario del maíz en poder del organismo de intervención checo.
DO UE-L 233 de 26/8/2006, pg. 5

Reglamento (CE) nº 1278/2006 de la Comisión, de 25 de agosto de 2006, por el que se establece, para la campaña 2006/07, una medida especial de intervención en Finlandia y en Suecia destinada a la avena.

DO UE-L 233 de 26/8/2006, pg. 6

Decisión 2006/602/CE de la Comisión, de 6 de septiembre de 2006, relativa a una ayuda financiera de la Comunidad para la erradicación de la enfermedad de Newcastle en el Reino Unido en 2005.

DO UE-L 246 de 8/9/2006, pg. 7

Decisión 2006/603/CE de la Comisión, de 6 de septiembre de 2006, relativa a una ayuda financiera de la Comunidad para la erradicación de la enfermedad de Newcastle en Francia en 2005.
DO UE-L 246 de 8/9/2006, pg. 9

Decisión 2006/604/CE de la Comisión, de 6 de septiembre de 2006, por la que se fija la ayuda financiera de la Comunidad para los gastos incurridos en el contexto de las medidas de emergencia tomadas contra la lengua azul en Italia en 2001 y 2002.
DO UE-L 246 de 8/9/2006, pg. 10

Decisión 2006/606/CE de la Comisión, de 6 de septiembre de 2006, relativa a una ayuda financiera de la Comunidad para la erradicación de la peste porcina clásica en Eslovaquia en 2005.
DO UE-L 246 de 8/9/2006, pg. 15

LEGISLACIÓN



Directiva 2006/75/CE de la Comisión, de 11 de septiembre de 2006, por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa dimoxistrobina.
DO UE-L 248 de 12/9/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1349/2006 de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 990/2006 en lo que respecta a las cantidades de las licitaciones permanentes para la exportación de cereales en poder de los organismos de intervención en los Estados miembros.
DO UE-L 250 de 14/9/2006, pg. 6

Decisión 2006/614/CE de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, que modifica la Decisión 92/452/CEE en lo que respecta a determinados equipos de recogida y producción de embriones en los Estados Unidos de América.
DO UE-L 252 de 15/9/2006, pg. 25

Decisión 2006/615/CE de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, por la que se concede una aprobación temporal para los sistemas de identificación y registro de los animales de las especies ovina y caprina en el Reino Unido de conformidad con el Reglamento (CE) nº 21/2004 del Consejo.
DO UE-L 252 de 15/9/2006, pg. 28

Decisión 2006/632/CE de la Comisión, de 19 de septiembre de 2006, sobre la ayuda financiera de la Comunidad en el año 2006 destinada a los laboratorios comunitarios de referencia para la brucelosis y la fiebre aftosa.
DO UE-L 258 de 21/9/2006, pg. 5

Decisión 2006/633/CE de la Comisión, de 15 de septiembre de 2006, que modifica la Decisión 2005/393/CE por lo que respecta a las zonas restringidas en relación con la fiebre catarral ovina o lengua azul.
DO UE-L 258 de 21/9/2006, pg. 7

Decisión 2006/636/CE de la Comisión, de 12 de septiembre de 2006, por la que se fija el desglose anual por Estado miembro de la ayuda comunitaria al desarrollo rural en el período comprendido entre el 1 de enero de 2007 y el 31 de diciembre de 2013
DO UE-L 261 de 22/9/2006, pg. 32

Decisión 2006/645/CE de la Comisión, de 20 de septiembre de 2006, por la que se modifican las Decisiones 2005/723/CE y 2005/873/CE relativas a la contribución financiera de la Comunidad para los programas de erradicación y vigilancia de determinadas EET en los Estados miembros en 2006.

DO UE-L 263 de 23/9/2006, pg. 14

Reglamento (CE) nº 1406/2006 del Consejo, de 18 de septiembre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1788/2003 por el que se establece una tasa en el sector de la leche y de los productos lácteos.

DO UE-L 265 de 26/9/2006, pg. 8

Reglamento (CE) nº 1414/2006 de la Comisión, de 26 de septiembre de 2006, por el que se abre una licitación permanente para la reventa en el mercado comunitario de maíz que obra en poder del organismo de intervención húngaro.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 16

Reglamento (CE) nº 1415/2006 de la Comisión, de 26 de septiembre de 2006, por el que se abre una licitación permanente para la reventa en el mercado comunitario de maíz que obra en poder del organismo de intervención eslovaco.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 19

Reglamento (CE) nº 1416/2006 de la Comisión, de 26 de septiembre de 2006, por el que se establecen normas específicas para la aplicación del artículo 7, apartado 2, del Acuerdo entre la Comunidad Europea y los Estados Unidos de América sobre el comercio de vinos en lo que se refiere a la protección de las denominaciones de origen estadounidenses en la Comunidad.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 22

Reglamento (CE) nº 1417/2006 de la Comisión, de 26 de septiembre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1898/2005 por el que se establecen las disposiciones de aplicación del Reglamento (CE) nº 1255/1999 del Consejo en lo que respecta a las medidas para la salida al mercado comunitario de la nata, la mantequilla y la mantequilla concentrada.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 34

LEGISLACIÓN



Decisión 2006/649/CE de la Comisión, de 25 de septiembre de 2006, relativa a la renovación de las existencias comunitarias de vacunas vivas atenuadas contra la peste porcina clásica.
DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 44

Decisión 2006/650/CE de la Comisión, de 25 de septiembre de 2006, que modifica la Decisión 2005/393/CE por lo que respecta a las zonas restringidas en relación con la fiebre catarral ovina o lengua azul.
DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 45

Reglamento (CE) nº 1421/2006 de la Comisión, de 27 de septiembre de 2006, relativo a la apertura de una licitación para la reducción del derecho de importación en España de maíz procedente de terceros países.
DO UE-L 269 de 28/9/2006, pg. 6

Reglamento (CE) nº 1423/2006 de la Comisión, de 26 de septiembre de 2006, por el que se establece un mecanismo para adoptar las medidas oportunas en el ámbito del gasto agrario en relación con Bulgaria y Rumanía.
DO UE-L 269 de 28/9/2006, pg. 10

Reglamento (CE) nº 1443/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, relativo a las autorizaciones permanentes de determinados aditivos en la alimentación animal y a la autorización por diez años de un coccidiostático.
DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 12

Reglamento (CE) nº 1444/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, relativo a la autorización de *Bacillus subtilis* C-3102 (Calsporin) como aditivo para la alimentación animal.
DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 19

Reglamento (CE) nº 1445/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1200/2005 con respecto a la autorización del aditivo para la alimentación animal *Bacillus cereus* var. *toyoi*, perteneciente al grupo de microorganismos.
DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 22

Reglamento (CE) nº 1446/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, sobre la autorización de *Enterococcus faecium* (Biomin IMB52) como aditivo para piensos.
DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 25

Reglamento (CE) nº 1447/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, relativo a la autorización de un nuevo uso de *Saccharomyces cerevisiae* (Biosaf Sc 47) como aditivo para la alimentación animal.
DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 28

Reglamento (CE) nº 1449/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por el que se reducen, para la campaña de comercialización 2006/07, los importes de la ayuda a los productores de determinados cítricos debido al rebasamiento del umbral de transformación en determinados Estados miembros.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 33

Reglamento (CE) nº 1450/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1555/96, por lo que respecta a los volúmenes que activan la imposición de derechos adicionales a los tomates.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 35

Reglamento (CE) nº 1452/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por el que se adoptan disposiciones transitorias para la gestión entre octubre y diciembre de 2006 de un contingente arancelario de mantequilla neozelandesa y por el que se establecen excepciones al Reglamento (CE) nº 2535/2001.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 40

Directiva 2006/77/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por la que se modifica el anexo I de la Directiva 2002/32/CE del Parlamento Europeo y del Consejo por lo que respecta a los niveles máximos de compuestos organoclorados en la alimentación animal.
DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 53

LEGISLACIÓN



Decisión 2006/657/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por la que se cede a agencias de ejecución la gestión de las ayudas para una medida de preadhesión en los sectores de la agricultura y el desarrollo rural aplicada en Bulgaria durante el período de preadhesión.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 81

Decisión 2006/658/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por la que se cede a agencias de ejecución la gestión de las ayudas para las medidas de preadhesión en los sectores de la agricultura y el desarrollo rural aplicadas en Croacia durante el período de preadhesión.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 83

Reglamento (CE) nº 1460/2006 de la Comisión, de 2 de octubre de 2006, por el que se establecen excepciones al Reglamento (CE) nº 1227/2000 en lo que respecta a la disposición transitoria referente a las asignaciones finales destinadas a la reestructuración y reconversión de viñedos.

DO UE-L 272 de 3/10/2006, pg. 9

Decisión 2006/661/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, en lo que respecta a una contribución económica comunitaria para el año 2006 destinada a los nuevos laboratorios comunitarios de referencia en el ámbito del control de pienso y alimentos.

DO UE-L 272 de 3/10/2006, pg. 18

Decisión 2006/662/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, relativa a una ayuda financiera de la Comunidad para un estudio de referencia sobre la prevalencia de Salmonella en pavos que se llevará a cabo en los Estados miembros.

DO UE-L 272 de 3/10/2006, pg. 22

Reglamento (CE) nº 1465/2006 de la Comisión, de 3 de octubre de 2006, que modifica el Reglamento (CEE) nº 2131/93 por el que se establecen los procedimientos y las condiciones de la puesta en venta de cereales en poder de los organismos de intervención.

DO UE-L 273 de 4/10/2006, pg. 3

Decisión 2006/665/CE de la Comisión, de 3 de octubre de 2006, por la que se autoriza temporalmente a España a permitir la comercialización de semillas de la especie Pinus radiata y de plantas producidas a partir de dichas semillas, importadas de Nueva Zelanda, que no cumplan los requisitos de la Directiva 1999/105/CE por lo que respecta a la identificación y el etiquetado.

DO UE-L 273 de 4/10/2006, pg. 5



Asuntos de Justicia e Interior

Decisión 2006/628/CE del Consejo, de 24 de julio de 2006, por la que se fija la fecha de aplicación del artículo 1, apartados 4 y 5, del Reglamento (CE) nº 871/2004, relativo a la introducción de nuevas funciones para el Sistema de Información de Schengen, inclusive en materia de lucha contra el terrorismo.

DO UE-L 256 de 20/9/2006, pg. 15

Decisión 2006/631/JAI del Consejo, de 24 de julio de 2006, por la que se fija la fecha de aplicación de determinadas disposiciones de la Decisión 2005/211/JAI, relativa a la introducción de nuevas funciones para el Sistema de Información de Schengen, inclusive en materia de lucha contra el terrorismo.

DO UE-L 256 de 20/9/2006, pg. 18

Decisión 2006/616/CE del Consejo, de 24 de julio de 2006, relativa a la celebración, en nombre de la Comunidad Europea, del Protocolo contra el tráfico ilícito de migrantes por tierra, mar y aire, que complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la delincuencia organizada en lo que se refiere a las disposiciones del Protocolo, en la medida en que estas entran en el ámbito de aplicación de los artículos 179 y 181 A del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea.

DO UE-L 262 de 22/9/2006, pg. 24

LEGISLACIÓN



Decisión 2006/617/CE del Consejo, de 24 de julio de 2006, relativa a la celebración, en nombre de la Comunidad Europea, del Protocolo contra el tráfico ilícito de migrantes por tierra, mar y aire, que complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la delincuencia organizada en lo que se refiere a las disposiciones del Protocolo, en la medida en que estas entran en el ámbito de aplicación de la parte III, título IV, del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea.

DO UE-L 262 de 22/9/2006, pg. 34

Decisión 2006/618/CE del Consejo, de 24 de julio de 2006, relativa a la celebración, en nombre de la Comunidad Europea, del Protocolo para prevenir, reprimir y sancionar la trata de personas, especialmente mujeres y niños, que complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la delincuencia organizada en lo que se refiere a las disposiciones del Protocolo, en la medida en que estas entran en el ámbito de aplicación de los artículos 179 y 181 A del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea.

DO UE-L 262 de 22/9/2006, pg. 44

Decisión 2006/619/CE del Consejo, de 24 de julio de 2006, relativa a la celebración, en nombre de la Comunidad Europea, del Protocolo para prevenir, reprimir y sancionar la trata de personas, especialmente mujeres y niños, que complementa la Convención de las Naciones Unidas contra la delincuencia organizada en lo que se refiere a las disposiciones del Protocolo, en la medida en que estas entran en el ámbito de aplicación de la parte III, título IV, del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea.

DO UE-L 262 de 22/9/2006, pg. 51

Decisión 2006/648/CE de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por la que se establecen las especificaciones técnicas de las normas sobre los identificadores biométricos en relación con el Sistema de Información de Visados.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 41

Reglamento (CE) nº 1461/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 2580/2001 del Consejo sobre medidas restrictivas específicas dirigidas a determinadas personas y entidades con el fin de luchar contra el terrorismo.

DO UE-L 272 de 3/10/2006, pg. 11



Asuntos Sociales

Decisión nº 204 (2006/613/CE) de la Comisión Administrativa de las Comunicades Europeas para la Seguridad Social de los Trabajadores Migrantes, de 6 de octubre de 2005, relativa a los modelos de formularios necesarios para la aplicación de los Reglamentos (CEE) nº 1408/71 y (CEE) nº 574/72 del Consejo (serie E 200).

DO UE-L 254 de 16/9/2006, pg. 1

Decisión nº 1/2006 (2006/652/CE) del Comité Mixto UE-Suiza, de 6 de julio de 2006, por la que se modifica el anexo II (seguridad social) del Acuerdo entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la Confederación Suiza, por otra, sobre la libre circulación de personas.

DO UE-L 270 de 29/9/2006, pg. 67



Consumo

Consumo y Alimentación

Recomendación 2006/647/CE de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, relativa a la eficacia de los productos de protección solar y a las declaraciones sobre los mismos.

DO UE-L 265 de 26/9/2006, pg. 39

Reglamento (CE) nº 1451/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por el que se modifican, en lo referente al fluazurón, al nitrito de sodio y a la peforelina, los anexos I y II del Reglamento (CEE) nº 2377/90 del Consejo, por el que se establece un procedimiento comunitario de fijación de los límites máximos de residuos de medicamentos veterinarios en los alimentos de origen animal.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 37

Directiva 2006/78/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por la que se modifica la Directiva 76/768/CEE del Consejo, relativa a los productos cosméticos, para adaptar su anexo II al progreso técnico.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 56

LEGISLACIÓN



Cultura

Decisión 2006/644/CE de la Comisión, de 20 de septiembre de 2006, por la que se establece el Grupo de alto nivel sobre multilingüismo.
DO UE-L 263 de 23/9/2006, pg. 12

Reglamento (CE) nº 1367/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 6 de septiembre de 2006, relativo a la aplicación, a las instituciones y a los organismos comunitarios, de las disposiciones del Convenio de Aarhus sobre el acceso a la información, la participación del público en la toma de decisiones y el acceso a la justicia en materia de medio ambiente.

DO UE-L 264 de 25/9/2006, pg. 13



Energía

Decisión 2006/626/Euratom de la Comisión, de 15 de febrero de 2006, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 83 del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea de la Energía Atómica. A continuación figura un resumen de las disposiciones principales de dicha Decisión, sin perjuicio del pleno efecto de la propia Decisión.
DO UE-L 255 de 19/9/2006, pg. 5

Directiva 2006/44/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 6 de septiembre de 2006, relativa a la calidad de las aguas continentales que requieren protección o mejora para ser aptas para la vida de los peces.

DO UE-L 264 de 25/9/2006, pg. 20

Decisión 2006/635/Euratom de la Comisión, de 4 de abril de 2006, relativa a la celebración, mediante su firma, de un Acuerdo de Cooperación sobre los usos pacíficos de la energía nuclear entre la Comunidad Europea de la Energía Atómica (Euratom) y el Consejo de Ministros de Ucrania
DO UE-L 261 de 22/9/2006, pg. 26

Directiva 2006/66/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 6 de septiembre de 2006, relativa a las pilas y acumuladores y a los residuos de pilas y acumuladores y por la que se deroga la Directiva 91/157/CEE.

DO UE-L 266 de 26/9/2006, pg. 1

Decisión 2006/653/CE de la Comisión, de 25 de septiembre de 2006, por la que se concede a la República de Chipre una excepción a determinadas disposiciones de la Directiva 2003/54/CE del Parlamento Europeo y del Consejo (normas comunes para el mercado interior de la electricidad).
DO UE-L 270 de 29/9/2006, pg. 72

Decisión 2006/655/CE del Consejo, de 19 de junio de 2006, relativa a la aprobación en nombre de la Comunidad Europea del Protocolo relativo a la aplicación del Convenio de los Alpes de 1991 en el ámbito de la agricultura de montaña.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 61



Medio Ambiente

Decisión 2006/613/CE de la Comisión, de 19 de julio de 2006, por la que se adopta, de conformidad con la Directiva 92/43/CEE del Consejo, la lista de lugares de importancia comunitaria de la región biogeográfica mediterránea.
DO UE-L 259 de 21/9/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 1366/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 6 de septiembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 2037/2000 en lo que se refiere al año de referencia para la asignación de cuotas de hidroclorofluorocarburos a los Estados miembros que se adhirieron a la Unión Europea el 1 de mayo de 2004.
DO UE-L 264 de 25/9/2006, pg. 12



Pesca

Reglamento (CE) nº 1293/2006 de la Comisión, de 30 de agosto de 2006, por el que se prohíbe la pesca de rape en la zona CIEM IV (aguas noruegas) por parte de los buques que enarbolan pabellón de Alemania.

DO UE-L 236 de 31/8/2006, pg. 24

Reglamento (CE) nº 1294/2006 de la Comisión, de 30 de agosto de 2006, por el que se prohíbe la pesca de brosmio en la zona CIEM IV (aguas noruegas) por parte de los buques que enarbolan pabellón de Alemania.

DO UE-L 236 de 31/8/2006, pg. 26

LEGISLACIÓN



Pesca

Reglamento (CE) nº 1353/2006 de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de anchoa en la zona CIEM VIII por parte de los buques que enarbolan pabellón de Francia. DO UE-L 252 de 15/9/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1354/2006 de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de caballa en la zona CIEM IIa (aguas de la CE), IIIa, IIIb, c, d (aguas de la CE) y IV por parte de los buques que enarbolan pabellón de Francia. DO UE-L 252 de 15/9/2006, pg. 5

Reglamento (CE) nº 1355/2006 de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de reloj anaranjado en las zonas CIEM I, II, III, IV, V, VIII, IX, X, XII y XIV (aguas comunitarias y aguas internacionales) por parte de los buques que enarbolan pabellón de Francia. DO UE-L 252 de 15/9/2006, pg. 7

Reglamento (CE) nº 1356/2006 de la Comisión, de 13 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de besugo en las zonas CIEM VI, VII y VIII (aguas comunitarias y aguas internacionales) por parte de los buques que enarbolan pabellón de los Países Bajos. DO UE-L 252 de 15/9/2006, pg. 9

Reglamento (CE) nº 1368/2006 del Consejo, de 27 de junio de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1035/2001 por el que se establece un sistema de documentación para las capturas de *Dissostichus spp.*. DO UE-L 253 de 16/9/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 1379/2006 de la Comisión, de 18 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de brótola de fango en las zonas CIEM VIII, IX (aguas comunitarias y aguas internacionales) por parte de los buques que enarbolan pabellón de Portugal. DO UE-L 256 de 20/9/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1382/2006 de la Comisión, de 19 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de gallineta nórdica en la zona CIEM V, XII, XIV (aguas comunitarias e internacionales) por parte de los buques que enarbolan pabellón de Letonia. DO UE-L 256 de 20/9/2006, pg. 9

Reglamento (CE) nº 1383/2006 de la Comisión, de 19 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de brosmio en la zona CIEM IV (aguas noruegas) por parte de los buques que enarbolan pabellón del Reino Unido. DO UE-L 256 de 20/9/2006, pg. 11

Reglamento (CE) nº 1402/2006 de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de rape en la zona CIEM IV (aguas noruegas) a los buques que enarbolan pabellón de los Países Bajos. DO UE-L 263 de 23/9/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1403/2006 de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de lenguado común en la zona CIEM VIIIa, b a los buques que enarbolan pabellón de Bélgica. DO UE-L 263 de 23/9/2006, pg. 5

Reglamento (CE) nº 1404/2006 de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de solla en la zona CIEM IIIa Skagerrak a los buques que enarbolan pabellón de los Países Bajos. DO UE-L 263 de 23/9/2006, pg. 7

Directiva 2006/76/CE de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo en cuanto a la especificación de la sustancia activa clorotalonil. DO UE-L 263 de 23/9/2006, pg. 9

Reglamento (CE) nº 1408/2006 de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de bacalao en las zonas CIEM I y IIb por parte de los buques que enarbolan pabellón de Polonia. DO UE-L 265 de 26/9/2006, pg. 12

Reglamento (CE) nº 1409/2006 de la Comisión, de 22 de septiembre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de bacalao en las zonas CIEM I y II (aguas noruegas) por parte de los buques que enarbolan pabellón de Francia. DO UE-L 265 de 26/9/2006, pg. 14

LEGISLACIÓN



Pesca

Decisión 2006/656/CE de la Comisión, de 20 de septiembre de 2006, por la que se establecen las condiciones veterinarias y los requisitos de certificación aplicables a las importaciones de peces con fines ornamentales.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 71



Política Industrial
y Pyme

Política Industrial y Pyme

Reglamento (CE) nº 1377/2006 de la Comisión, de 18 de septiembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1236/2005 del Consejo sobre el comercio de determinados productos que pueden utilizarse para aplicar la pena de muerte o infligir tortura u otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes.

DO UE-L 255 de 19/9/2006, pg. 3

Directiva 2006/68/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 6 de septiembre de 2006, por la que se modifica la Directiva 77/91/CEE del Consejo en lo relativo a la constitución de la sociedad anónima, así como al mantenimiento y modificaciones de su capital.

DO UE-L 264 de 25/9/2006, pg. 32

Relaciones Exteriores



Relaciones
Exteriores

Reglamento (CE) nº 1189/2006 de la Comisión, de 3 de agosto de 2006, por el que se modifica por sexagésima sexta vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.

DO UE-L 214 de 4/8/2006, pg. 21

Reglamento (CE) nº 1210/2006 de la Comisión, de 9 de agosto de 2006, por el que se modifica por sexagésimo séptima vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.

DO UE-L 219 de 10/8/2006, pg. 14; Corr. Error.

DO UE-L 232 de 25/8/2006, pg. 42

Reglamento (CE) nº 1217/2006 de la Comisión, de 10 de agosto de 2006, por el que se modifica por sexagésimo octava vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.

DO UE-L 220 de 11/8/2006, pg. 31

Reglamento (CE) nº 1228/2006 de la Comisión, de 14 de agosto de 2006, que modifica por sexagésima novena vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.

DO UE-L 222 de 15/8/2006, pg. 6

Reglamento (CE) nº 1286/2006 de la Comisión, de 29 de agosto de 2006, por el que se modifica por septuagésima vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.

DO UE-L 235 de 30/8/2006, pg. 14

Acción Común 2006/607/PESC del Consejo, de 7 de septiembre de 2006, por la que se modifica y prorroga la Acción Común 2005/643/PESC sobre la Misión de Observación de la Unión Europea en Aceh (Indonesia) (Misión de Observación de Aceh - MOA).

DO UE-L 246 de 8/9/2006, pg. 16

Reglamento (CE) nº 1370/2006 de la Comisión, de 15 de septiembre de 2006, por el que se establecen excepciones a los Reglamentos (CE) nº 800/1999 y (CE) nº 1043/2005 por lo que respecta a productos exportados al Líbano en forma de mercancías no incluidas en el anexo I del Tratado.

DO UE-L 253 de 16/9/2006, pg. 9

LEGISLACIÓN



Relaciones
Exteriores

Acción Común 2006/623/PESC del Consejo, de 15 de septiembre de 2006, relativa a la creación de un equipo de la UE para contribuir a la preparación del establecimiento de una posible misión civil internacional en Kosovo, incluido el componente del Representante Especial de la Unión Europea (Equipo de Preparación MCI/REUE).
DO UE-L 253 de 16/9/2006, pg. 29

Posición Común 2006/624/PESC del Consejo, de 15 de septiembre de 2006, por la que se modifica la Posición Común 2005/440/PESC, relativa a la adopción de medidas restrictivas contra la República Democrática del Congo.

DO UE-L 253 de 16/9/2006, pg. 34

Posición Común 2006/625/PESC del Consejo, de 15 de septiembre de 2006, relativa a la prohibición de vender o suministrar armamento o material afín y de prestar servicios afines a entidades o personas en el Líbano, de conformidad con la Resolución 1701 (2006) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

DO UE-L 253 de 16/9/2006, pg. 36

Decisión Darfur/3/2006 (2006/634/PESC) del Comité Político y de Seguridad, de 25 de julio de 2006, relativa al nombramiento de un asesor militar del Representante Especial de la Unión Europea para Sudán.

DO UE-L 258 de 21/9/2006, pg. 13

Decisión nº 1/2006 (2006/612/CE) del Consejo de Asociación UE-Túnez, de 28 de julio de 2006, por la que se modifica el Protocolo nº 4 del Acuerdo Euromediterráneo, relativo a la definición de la noción de productos originarios y a los métodos de cooperación administrativa.

DO UE-L 260 de 21/9/2006, pg. 1

Decisión nº 1/2006 (2006/646/CE) del Comité de Cooperación Aduanera CE-Turquía, de 26 de julio de 2006, por la que se establecen disposiciones de aplicación de la Decisión nº 1/95 del Consejo de Asociación CE-Turquía.

DO UE-L 265 de 26/9/2006, pg. 18; Corr. Error.
DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 48

Reglamento (CE) nº 1411/2006 del Consejo, de 25 de septiembre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 817/2006 por el que se renuevan las medidas restrictivas aplicables a Birmania/Myanmar y se deroga el Reglamento (CE) nº 798/2004.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 1412/2006 del Consejo, de 25 de septiembre de 2006, relativo a la aplicación a Líbano de determinadas medidas restrictivas.

DO UE-L 267 de 27/9/2006, pg. 2

Información relativa a la entrada en vigor de la Decisión nº 1/2006 del Consejo de Asociación UE-Túnez, de 28 de julio de 2006, por la que se modifica el Protocolo nº 4 del Acuerdo Euromediterráneo, relativo a la definición de la noción de productos originarios y a los métodos de cooperación administrativa.

DO UE-L 270 de 29/9/2006, pg. 66

Decisión nº 1/2006 (2006/654/CE) del Consejo de Asociación CE-Turquía, de 15 de mayo de 2006, relativa a la aplicación del artículo 9 de la Decisión nº 1/95 del Consejo de Asociación CE-Turquía relativa al establecimiento de la fase final de la unión aduanera.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 58

Decisión 2006/666/PESC del Consejo, de 15 de septiembre de 2006, relativa a la prórroga del Acuerdo en forma de Canje de Notas entre la Unión Europea y el Gobierno de Indonesia sobre los cometidos, el estatuto, los privilegios y las inmunidades de la Misión de Observación de la Unión Europea en Aceh (Indonesia) (Misión de Observación en Aceh - MOA) y de su personal.

DO UE-L 273 de 4/10/2006, pg. 8



Transportes

Transporte

Reglamento (CE) nº 1365/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 6 de septiembre de 2006, sobre estadísticas del transporte de mercancías por vías navegables interiores y por el que se deroga la Directiva 80/1119/CEE del Consejo.

DO UE-L 264 de 25/9/2006, pg. 1

LEGISLACIÓN



Reglamento (CE) nº 1419/2006 del Consejo, de 25 de septiembre de 2006, que deroga el Reglamento (CEE) nº 4056/86 por el que se determinan las modalidades de aplicación de los artículos 85 y 86 del Tratado a los transportes marítimos y se modifica el Reglamento (CE) nº 1/2003 ampliando su alcance con objeto de incluir el cabotaje y los servicios internacionales de tramp.

DO UE-L 269 de 28/9/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 1448/2006 de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 622/2003 por el que se establecen las medidas para la aplicación de las normas comunes de seguridad aérea.

DO UE-L 271 de 30/9/2006, pg. 31

Reglamento (CE) nº 1459/2006 de la Comisión, de 28 de septiembre de 2006, relativo a la aplicación del artículo 81, apartado 3, del Tratado a determinadas categorías de acuerdos y prácticas concertadas que tengan por objeto la celebración de consultas relativas a las tarifas de transporte de pasajeros en los servicios aéreos regulares y a la asignación de períodos horarios en los aeropuertos.

DO UE-L 272 de 3/10/2006, pg. 3



Unión Económica
y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

Decisión 2006/627/CE del Consejo, de 11 de julio de 2006, por la que se deroga la Decisión 2005/184/CE relativa a la existencia de un déficit excesivo en Chipre.

DO UE-L 256 de 20/9/2006, pg. 13

Decisión 2006/659/CE del Consejo, de 25 de septiembre de 2006, por la que se autoriza al Reino Unido a introducir una medida especial en virtud de la cual se establece una excepción al artículo 5, apartado 6, y al artículo 11, parte A, apartado 1, letra b), de la Directiva 77/388/CEE en materia de armonización de las legislaciones de los Estados miembros relativas a los impuestos sobre el volumen de negocios.

DO UE-L 272 de 3/10/2006, pg. 15

CUADERNO DE REFERENCIAS

LICITACIONES



Agricultura

E-Sevilla: Red europea de apoyo a la política agro-económica (ENAPS) (Comisión Europea) (2006/S 182-192845).
DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 6/11/2006



Asuntos de Justicia e Interior

B-Bruselas: Actualización de las instalaciones de seguridad general en los emplazamientos de Bruselas, Luxemburgo y Estrasburgo (Parlamento Europeo, Unidad de la Seguridad, Unidad de Presupuestos y Finanzas) (2006/S 158-169966).
DO UE-S 158 de 22/8/2006
Fecha límite: 26/10/2006

LS-Maseru: Licitación para la preselección de guardias de seguridad y servicios relacionados (Delegación de la Comisión Europea en el Reino de Lesotho) (2006/S 171-182022).
DO UE-S 171 de 8/9/2006
Fecha límite: 15/12/2006

BA-Sarajevo: CARDS - Apoyo al cuerpo de policía en el marco de su reestructuración en Bosnia y Herzegovina (Bosnia-Herzegovina) (2006/S 179-189887).
DO UE-S 179 de 20/9/2006
Fecha límite: 30/10/2006

RW-Kigali: Servicio de seguridad para la Delegación de la Comisión Europea en Ruanda (Ruanda) (2006/S 183-193841).
DO UE-S 183 de 26/9/2006
Fecha límite: 17/11/2006

BI-Bujumbura: Creación de un Servicio de vigilancia propio para la Delegación de la Comisión Europea en la República de Burundi (Burundi) (2006/S 184-194803).
DO UE-S 184 de 27/9/2006
Fecha límite: 6/11/2006



Asuntos Sociales

AT-Viena: Organización de eventos para el Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia (Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia) (2006/S 182-192844).
DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 16/10/2006



Consumo y Alimentación

AL-Tirana: CARDS - Creación de la autoridad nacional alimentaria (Albania) (2006/S 180-190883).
DO UE-S 180 de 21/9/2006
Fecha límite: 30/10/2006

I-Parma: Actualización del logotipo de la EFSA y elaboración de su manual de identidad corporativa (Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria) (2006/S 187-198122).
DO UE-S 187 de 30/9/2006
Fecha límite: 13/11/2006



Economía

L-Luxemburgo: Mejora y desarrollo de directrices en materia de cooperación estadística (Comisión de las Comunidades Europeas, Eurostat) (2006/S 177-187999).
DO UE-S 177 de 16/9/2006
Fecha límite: 30/10/2006

L-Luxemburgo: Cooperación estadística con los nuevos Estados miembros (instrumento de transición 2005) (Comisión Europea, Oficina Estadística - Eurostat) (2006/S 182-192849).
DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 3/11/2006

I-Ispra: Servicios de seguros de transporte y almacenamiento de mercancías y bienes del Centro Común de Investigación, Centro de Ispra (Comisión Europea, Centro Común de Investigación) (2006/S 182-192840).
DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 15/11/2006



Educación y Universidades

B-Bruselas: Contrato de servicios para garantizar la preparación, coordinación y animación del programa Euroscola del Parlamento Europeo en Estrasburgo (Parlamento Europeo, Dirección General de Información) (2006/S 178-189008).
DO UE-S 178 de 19/9/2006
Fecha límite: 30/10/2006

LICITACIONES



Educación

SY-Damasco: MEDA - Supervisión y evaluación del proyecto "Modernización de la Educación y Formación Profesional" (República Árabe Siria) (2006/S 183-193728).
DO UE-S 183 de 26/9/2006
Fecha límite: 1/11/2006

GR-Tesalónica: Fondos sectoriales de formación en Europa (Cedefop - Centro Europeo para el Desarrollo de la Formación Profesional) (2006/S 187-198123).

DO UE-S 187 de 30/9/2006
Fecha límite: 13/11/2006



Empleo

Empleo y Formación

GR-Tesalónica: Estudio de viabilidad relativo a un sondeo armonizado europeo en el ámbito de la enseñanza y formación profesional básicas (Cedefop - Centro Europeo para el Desarrollo de la Formación Profesional) (2006/S 177-187996).
DO UE-S 177 de 16/9/2006
Fecha límite: 1/11/2006

GR-Tesalónica: Estudio de las contribuciones aportadas a la orientación por la validación del aprendizaje no formal (Cedefop - Centro Europeo para el Desarrollo de la Formación Profesional) (2006/S 177-187992).
DO UE-S 177 de 16/9/2006
Fecha límite: 31/10/2006

RO-Bucarest: Phare - Asistencia técnica para apoyar al Ministerio de Trabajo, Solidaridad Social y Familia, a la Agencia Nacional de Empleo y a los beneficiarios finales en la aplicación de los planes de subvenciones relativos a las medidas activas de empleo principalmente para los jóvenes, los desempleados a largo plazo y los demandantes de empleo en áreas rurales y aplicación de los planes de subvención relativos al aprendizaje permanente (Rumania) (2006/S 187-198017).
DO UE-S 187 de 30/9/2006
Fecha límite: 6/11/2006

AT-Viena: Servicios de contratación temporal (Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia) (2006/S 188-199228).
DO UE-S 188 de 3/10/2006
Fecha límite: 13/11/2006

E-Alicante: Servicios de puesta a disposición de personal de empresa de trabajo temporal (Oficina de Armonización del Mercado Interior) (2006/S 188-199227).
DO UE-S 188 de 3/10/2006
Fecha límite: 13/11/2006



Energía

Energía

Luxemburgo: Formulación de recomendaciones técnicas europeas para el control de individuos expuestos a radiación externa (Comisión Europea, DG Energía y Transportes) (2006/S 177-187997).
DO UE-S 177 de 16/9/2006
Fecha límite: 3/11/2006

KZ-Almaty: Tacis - Desarrollo de políticas nacionales coordinadas en materia de energía (Asia Central - República de Kazajstán, República Kirguisa, República de Tayikistán, Turkmenistán y República de Uzbekistán) (2006/S 182-192746).
DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 27/10/2006

NL-Petten: Diseño, instalación, puesta en servicio, garantía y mantenimiento de un sistema de automatización de la infraestructura GasTef de la Comisión Europea en Petten (Países Bajos) (Comisión Europea, Centro Común de Investigación, Instituto de la Energía) (2006/S 184-194805).

Rectificativo, DO UE-S 174 de 13.9.2006, procedimiento abierto, 184899-2006
DO UE-S 184 de 27/9/2006
Fecha límite: 23/10/2006



Integración Europea e Instituciones

Integración Europea e Instituciones

B-Bruselas: Convocatoria de licitación de interés. Visitas de estudio para intérpretes chinos y/o vietnamitas en prácticas en la DG SCIC (Comisión Europea, DG Interpretación, Dirección de Prestación de Servicios de Interpretación, Unidad de Plurilingüismo y ayuda a la formación de intérpretes) (2006/S 168-179565).
DO UE-S 168 de 5/9/2006
Fecha límite: 30/11/2006

LICITACIONES



Integración Europea
e Instituciones

B-Bruselas: Impresión de un folleto informativo en alemán (Parlamento Europeo, DG Información) (2006/S 172-182933).

DO UE-S 172 de 9/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

B-Bruselas: Organización de 4 actos/seminarios dirigidos a un público amplio de habla neerlandesa sobre temas recurrentes durante el año acerca de Europa y el Parlamento Europeo en los Países Bajos (Parlamento Europeo, Dirección General de Información) (2006/S 179-189987).

DO UE-S 179 de 20/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

B-Bruselas: Contrato para mantener, mejorar y ampliar el sitio web neerlandés relativo a asuntos europeos www.europahoezo.nl dirigido a un público general (Parlamento Europeo, Dirección General de Información) (2006/S 179-189986).

DO UE-S 179 de 20/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

AL-Tirana: CARDS - Boletín, supervisión de los medios de comunicación, gestión y distribución de folletos, interpretación, gestión del sitio web, organización de actos comunitarios, coordinación de la Semana de la Unión Europea, informe anual sobre la percepción de la Unión Europea (Albania) (2006/S 182-192751).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 25/10/2006

F-París: Diseño y organización de un acto festivo para conmemorar el 50º aniversario del Tratado de Roma (Representación de la Comisión Europea en Francia) (2006/S 187-198124).

DO UE-S 187 de 30/9/2006

Fecha límite: 13/11/2006



Investigación y Desarrollo

B-Bruselas: Herramientas e indicadores para la supervisión y evaluación de la investigación comunitaria (Comisión Europea) (2006/S 182-192847).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 16/10/2006

B-Bruselas: Efectos estructurales de la investigación comunitaria - El impacto del programa marco sobre la puesta en marcha de una red de investigación y desarrollo tecnológico (IDT) (Comisión Europea, DG Investigación) (2006/S 182-192842).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 13/11/2006



Medio Ambiente

Convocatoria de licitación de interés. DK-Copenhague: Datos de calidad del aire y servicios de elaboración de modelos. La Agencia Europea de Medio Ambiente desea seleccionar contratantes potenciales para realizar diversas actividades relacionadas con la prestación de servicios de calidad del aire (Agencia Europea de Medio Ambiente) (2006/S 166-177783).

DO UE-S 166 de 1/9/2006

Fecha límite: 22/5/2009

B-Bruselas: Asistencia y apoyo técnico para la evaluación de los borradores de los programas anuales de trabajo nacionales y su posterior implementación en el marco del futuro programa LIFE+, así como para desarrollar a nivel comunitario las actividades de comunicación relativas a este programa (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2006/S 181-191920).

DO UE-S 181 de 22/9/2006

Fecha límite: 3/11/2006

RO-Bucarest: Phare - Asistencia técnica a la evaluación y selección de solicitudes para el plan de ayudas medioambientales del programa Phare 2005 (Rumanía) (2006/S 182-192747).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

L-Luxemburgo: Verificación del sistema de gestión medioambiental respecto a la norma EMAS (Parlamento Europeo) (2006/S 183-193832).

DO UE-S 183 de 26/9/2006

Fecha límite: 7/11/2006

LICITACIONES



Audiovisual

Política Audiovisual

CS-Belgrado: CARDS - Asistencia técnica a RTS - Programa para los medios de comunicación de 2004. El contrato tiene por objeto proporcionar un programa de formación exhaustivo destinado a la radiotelevisión serbia perteneciente a "Serbian Broadcasting Corporation" (República de Serbia) (2006/S 168-179496).

DO UE-S 168 de 5/9/2006

Fecha límite: 24/8/2007



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

B-Bruselas: Contratos marco múltiples en el ámbito de la auditoría externa de contratantes que se benefician de una financiación concedida por la Comisión Europea, particularmente por la Dirección General de Empresa e Industria (Comisión Europea, DG Empresa e Industria) (2006/S 148-159071, 2006/S 172-182946).

DO UE-S 148 de 5/8/2006; DO UE-S 172 de 9/9/2006

Fecha límite: 31/10/2006

L-Luxemburgo: Adquisición de datos sobre grupos de empresas multinacionales (Comisión Europea, Eurostat) (2006/S 179-189991, 2006/S 184-194810).

DO UE-S 179 de 20/9/2006; Corr. Error. DO UE-S 184 de 27/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

F-Valenciennes: Análisis de modelos potenciales de buenas prácticas para el reconocimiento mutuo del material rodante mediante la experiencia de aceptación de las locomotoras de mercancías de la clase 66 en los Estados miembros de la Unión Europea (Agencia Ferroviaria Europea) (2006/S 182-192846).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 6/11/2006

B-Bruselas: Introducción a la ingeniería eléctrica en la Europa de los 15 (Comisión Europea, DG Empresa e Industria) (2006/S 183-193839).

DO UE-S 183 de 26/9/2006

Fecha límite: 3/11/2006

B-Bruselas: Estudio de viabilidad acerca de las oportunidades de cooperación empresarial entre las empresas de la Unión Europea y las de Japón y Corea en ciertos sectores tecnológicos (Comisión Europea, DG Relaciones Exteriores) (2006/S 183-193836).

DO UE-S 183 de 26/9/2006

Fecha límite: 21/10/2006



Política Regional

Política Regional y de Cohesión

RO-Bucarest: Phare - Asistencia técnica destinada a la preparación de una reserva de proyectos. La asistencia técnica pretende reforzar la capacidad de absorción de la primera ola de fondos estructurales y de cohesión comunitarios asignados en 3 ejes principales del programa operativo sectorial para el medio ambiente (Rumania) (2006/S 187-198018).

DO UE-S 187 de 30/9/2006

Fecha límite: 6/11/2006



Relaciones Exteriores

B-Bruselas: Acuerdo marco para estudios y síntesis temáticos plurinacionales a escala regional/nacional, así como acciones de apoyo para evaluaciones en materia de cooperación exterior de la Comunidad Europea (Comisión Europea, Oficina de Cooperación EuropeAid) (2006/S 159-170939).

DO UE-S 159 de 23/8/2006

Fecha límite: 10/11/2006

CD-Kinshasa: FED - Proyecto de apoyo al refuerzo de los actores no estatales en la República Democrática del Congo (República Democrática del Congo) (2006/S 176-186838).

DO UE-S 176 de 15/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

BI-Bujumbura: FED - Asistencia técnica para la Célula de coordinación y de gestión del programa de desarrollo rural posterior al conflicto (PPCDR) (Bujumbura, República de Burundi) (2006/S 178-188918).

DO UE-S 178 de 19/9/2006

Fecha límite: 10/11/2006

LICITACIONES



GD-St George's: Régimen especial de ayuda - Diversificación agrícola y económica (SFA 2005) (National Authorising Officer of the European Development Fund for Grenada) (2006/S 180-190882).

DO UE-S 180 de 21/9/2006
Fecha límite: 31/10/2006

NG-Abuja: FED - Asistencia técnica para las negociaciones de los Acuerdos de Asociación Económica (Abuja, Nigeria) (2006/S 181-191840).

DO UE-S 181 de 22/9/2006
Fecha límite: 26/10/2006

B-Bruselas: Capacidades de radio definida por software con fines militares, así como aplicación de la gestión del espectro basado en la radio cognitiva destinadas a los ámbitos de defensa y seguridad (Agencia Europea de Defensa) (2006/S 182-192841).

DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 26/10/2006

ZA-Polokwane: PERD - Asistencia técnica a los beneficiarios de proyectos que han obtenido una subvención en el marco del programa de desarrollo económico local de Limpopo (Provincia de Limpopo, República de Sudáfrica) (2006/S 182-192749).

DO UE-S 182 de 23/9/2006
Fecha límite: 27/10/2006

B-Bruselas: Contrato relativo a la realización de una evaluación del impacto sobre la sostenibilidad del comercio en la zona de libre comercio en el marco del acuerdo mejorado que se negociará entre la Comunidad Europea y Ucrania (Comisión Europea, DG Comercio) (2006/S 183-193840).

DO UE-S 183 de 26/9/2006
Fecha límite: 31/10/2006

Sanidad



SE-Estocolmo: Convocatoria de manifestaciones de interés para expertos científicos (Centro Europeo para la Prevención y el Control de las Enfermedades) (2006/S 159-170948).

DO UE-S 159 de 23/8/2006
Fecha límite: 8/8/2008

L-Luxemburgo: Lote 1 - Criterios de aceptabilidad de las instalaciones médicas y lote 2 - Criterios de remisión en materia de exposiciones con fines médicos (Comisión Europea, DG Energía y Transportes) (2006/S 177-187993).

DO UE-S 177 de 16/9/2006
Fecha límite: 3/11/2006

L-Luxemburgo: Guía europea sobre la auditoría clínica para exposiciones médicas - "Clinical AUD" (Comisión Europea, DG Energía y Transportes) (2006/S 178-189010).

DO UE-S 178 de 19/9/2006
Fecha límite: 3/11/2006

UA-Kiev: Tacis - Apoyo a la reforma de la asistencia sanitaria secundaria (Ucrania) (2006/S 185-195923).

DO UE-S 185 de 28/9/2006
Fecha límite: 30/10/2006

B-Bruselas: Estudio piloto relativo a los indicadores de la salud en línea (Comisión Europea, DG Sociedad de la Información y Medios de Comunicación) (2006/S 187-198120).

DO UE-S 187 de 30/9/2006
Fecha límite: 6/11/2006



Sociedad de la Información

B-Bruselas: Provisión de servicios para cubrir la gestión informática de los sistemas TI de la Dirección General de Fiscalidad y Unión Aduanera (TAXUD/2006/AO-007) (Comisión Europea, DG Fiscalidad y Unión Aduanera) (2006/S 154-165855, 2006/S 162-173891).

DO UES 154 de 16/8/2006; Corr. Error. DO UES 162 de 26/8/2006
Fecha límite: 31/10/2006

B-Bruselas: Contrato de servicios relativo a las buenas prácticas (Comisión Europea) (2006/S 177-187995).

DO UE-S 177 de 16/9/2006
Fecha límite: 30/10/2006

LICITACIONES



Sociedad de
la Información

B-Bruselas: Apoyo a la certificación EGNOS. El objetivo del contrato es proporcionar asistencia en áreas técnicas clave a fin de llevar a cabo el desarrollo de los documentos de casos de seguridad EGNOS y preparar la certificación EGNOS de prestador de servicios (Autoridad Europea de Supervisión del sistema global de navegación por satélite - GNSS) (2006/S 169-180337).

DO UE-S 169 de 6/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

B-Bruselas: Prestación de servicios de acceso a Internet y servicios conexos (Comisión Europea, DG Informática, Dirección de Recursos y Logística, Unidad de Finanzas y Contratos) (2006/S 177-187991).

DO UE-S 177 de 16/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

B-Bruselas: Promoción y ejecución de premios europeos para proyectos innovadores de banda ancha (Comisión Europea, DG Sociedad de la Información y Medios de Comunicación) (2006/S 179-189990).

DO UE-S 179 de 20/9/2006

Fecha límite: 26/10/2006

L-Luxemburgo: Concurso nº 10082: Integración de herramientas de búsqueda en las publicaciones en línea (Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas) (2006/S 179-189989).

DO UE-S 179 de 20/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

D-Colonia: Estudio sobre medios para la reducción de la inflamabilidad (Agencia Europea de Seguridad Aérea) (2006/S 182-192850).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

D-Colonia: Estudio relativo a las operaciones con aviones monomotores en condiciones meteorológicas instrumentales o durante la noche (Agencia Europea de Seguridad Aérea) (2006/S 182-192843).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

DZ-Argel: MEDA - Contratación de la unidad de apoyo al programa de apoyo al sector de los transportes y de la asistencia técnica general a corto plazo (Argelia) (2006/S 182-192745).

DO UE-S 182 de 23/9/2006

Fecha límite: 12/11/2006

B-Bruselas: Servicios de transporte aéreo no regular de pasajeros, fletamiento de taxis aéreos (Comisión Europea, DG Personal y Administración) (2006/S 183-193835).

DO UE-S 183 de 26/9/2006

Fecha límite: 25/10/2006

I-Parma: Servicios de correo urgente (Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria) (2006/S 187-198125).

DO UE-S 187 de 30/9/2006

Fecha límite: 20/11/2006



Transportes

Transporte

D-Colonia: Estudio relativo al amerizaje forzoso y a la capacidad de absorción de energía de choque de helicópteros (Agencia Europea de Seguridad Aérea) (2006/S 176-186936).

DO UE-S 176 de 15/9/2006

Fecha límite: 30/10/2006

L-Luxemburgo: Transporte de los miembros del Parlamento Europeo en vehículo o minibús con conductor durante los períodos de sesión en Estrasburgo (Parlamento Europeo, Unidad de planificación y gestión financiera) (2006/S 177-187988).

DO UE-S 177 de 16/9/2006

Fecha límite: 27/10/2006



Unión Económica
y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

RO-Bucarest: Phare - Refuerzo de la capacidad administrativa y gestora para un sistema eficiente de desarrollo, promoción, aplicación y supervisión de proyectos de colaboración entre los sectores público y privado (Rumanía) (2006/S 181-191846).

DO UE-S 181 de 22/9/2006

Fecha límite: 26/10/2006

CONVOCATORIA DE PROGRAMAS



Agricultura

Convocatoria de propuestas - Ayuda para medidas de información en el ámbito de la política agrícola común. Ejecución de programas anuales de actividad y medidas concretas de la línea presupuestaria 05 08 06 para 2007.

DO UE-C 236 de 30/9/2006, pg. 71

Fecha límite: 24/11/2006



Política Audiovisual

MEDIA PLUS - Desarrollo, distribución y promoción (2001-2006) - Anuncio de convocatoria de propuestas - EACEA 08/06 - Apoyo a la integración en redes de las salas de cine que programen películas europeas.

DO UE-C 239 de 4/10/2006, pg. 26

Fecha límite: 23/10/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



Educación

Educación y Universidades

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO AL PARLAMENTO EUROPEO - Eficiencia y equidad en los sistemas europeos de educación y formación [SEC(2006) 1096].

COM(2006) 481 de 8/9/2006



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se deroga el derecho antidumping sobre las importaciones de fibras sintéticas discontinuas de poliéster procedentes de Australia, la India, Indonesia y Tailandia y se dan por concluidos los procedimientos relativos a tales importaciones, tras las reconsideraciones por expiración de conformidad con el artículo 11, apartado 2, del Reglamento (CE) nº 384/96 del Consejo, y se da por concluida la reconsideración provisional parcial de tales importaciones originarias de Tailandia, de conformidad con el artículo 11, apartado 3.

COM(2006) 495 de 12/9/2006



I + D

Investigación y Desarrollo

DICTAMEN DE LA COMISIÓN de conformidad con lo dispuesto en el artículo 251, apartado 2, párrafo tercero, letra c), del Tratado CE, en relación con las enmiendas del Parlamento Europeo a la posición común del Consejo relativa a la propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se establece una infraestructura de información espacial en la Comunidad Europea (INSPIRE)./ ... por el que se modifica la propuesta de la Comisión.

COM(2006) 484 de 13/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Poner en práctica el conocimiento: una estrategia amplia de innovación para la UE.

COM(2006) 502 de 13/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de una Decisión del Parlamento Europeo y del Consejo relativa al séptimo programa marco de la Comunidad Europea para acciones de investigación, desarrollo tecnológico y demostración (2007-2013).

COM(2006) 548 de 26/9/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO - Tercer informe sobre la aplicación de la Directiva 85/374/CEE del Consejo, de 25 de julio de 1985, relativa a la aproximación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas de los Estados miembros en materia de responsabilidad por los daños causados por productos defectuosos, modificada por la Directiva 1999/34/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 10 de mayo de 1999.

COM(2006) 496 de 14/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativa a la identificación de los mandos, testigos e indicadores de los vehículos de motor de dos o tres ruedas (versión codificada).

COM(2006) 556 de 28/9/2006

DOCUMENTO

Propuesta de decisión del Consejo relativa a la aplicación de determinadas directrices en materia de créditos a la exportación con apoyo oficial

COM(2006) 456 final

El objetivo principal del Acuerdo sobre líneas directrices en materia de créditos a la exportación con apoyo oficial es regular la intervención de los gobiernos en lo que respecta a los créditos a la exportación, de manera que las exportaciones reflejen la calidad y los precios en lugar de las condiciones más favorables obtenidas gracias al apoyo oficial y, por tanto, que los exportadores puedan competir en igualdad de condiciones.

El Acuerdo impone límites a las condiciones de los créditos a la exportación que se benefician del apoyo oficial. Estos límites se refieren a los tipos mínimos de las primas, la cuantía mínima de los pagos al contado que deben efectuarse antes o en el punto de arranque del crédito, a los plazos máximos de amortización y a los tipos de interés mínimos que disfrutan de apoyo financiero oficial. Se imponen también algunas restricciones a la concesión de ayuda ligada y obligaciones de transparencia respecto a la ayuda no ligada vinculada al comercio. Por último, el Acuerdo incluye procedimientos de notificación inmediata y previa, consulta, intercambio de información y revisión.

La Comisión considera que el Acuerdo constituye un instrumento eficaz de disciplina internacional con objeto de evitar subvenciones. El Acuerdo ha contribuido a evitar las distorsiones de competencia vinculadas a los créditos a la exportación con apoyo oficial.

Para más información:

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/es/com/2006/com2006_0456es01.pdf

Edición-Redacción



Coordinadores

De Epalza Azqueta, Camila
Iturrate Bizkargüenaga, Elena

Arrow Comunicación
Llamas Fernández, Santiago
Redecillas, Santi



Diseño

Valentín Álvarez



Diseño cubierta

Arrow Comunicación



Impresión

Gráficas Santamaría, S.A.

La opinión vertida en Europa-Euskadi no compromete a la Red Vasca de Información Europea



Red Vasca de Información Europea
(REVIE)

Europako Informazioaren
Euskal Sarea (EIES)

La REVIE tiene como objetivo facilitar a los ciudadanos, empresas, entidades públicas y privadas la información europea de la manera más rápida y completa mediante la acción coordinada de los centros dependientes de las Administraciones Vascas y de los que integran las redes de la Comisión Europea en la Comunidad Autónoma.

EIESren helburua honako hau da: hiriterrei, enpresei eta erakunde publiko zein pribatuei Europako informazioa erarik askarren eta osoenean ematea, Euskal Administrazioen menpeko zentroen ekintzak eta Europako Batzordeak Euskal Autonomian dituen sareetako zentroen ekintzak koordinatzu.

Componen la REVIE/ Hauek osatzen dute EIES:



- Gobierno Vasco
Eusko Jaurlaritzak 945 01 80 57
- Diputación Foral de Álava
Arabako Foru Aldundiak 945 18 18 18
- Diputación Foral de Bizkaia
Bizkaiko Foru Aldundiak 94 406 80 00
- Diputación Foral de Gipuzkoa
Gipuzkoako Foru Aldundiak 943 11 22 90
- EUDEL (Asociación de Municipios Vascos)
EUDELeK (Euskadiko Udalen Elkarteak) 94 423 15 00
- Centro Europeo de Información Empresarial de la Cámara de Comercio de Bilbao
Bilboko Merkataritza Ganbarako Enpresa Informaziorako Europako Zentroak 94 470 65 00
- Cámara de Gipuzkoa
Gipuzkoako Bazkundea Ganberak 943 00 03 00
- Empresarios Alaveses
Arabako Enpresariak 945 00 04 00
- Centro de Documentación Europea de la Universidad de Deusto
Deustuko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 94 413 90 00
- Centro de Documentación Europea de la Universidad del País Vasco
Euskal Herriko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 94 601 36 51/52
- Casa de Cultura Ignacio Aldecoa. Eurobiblioteca de Álava
Ignacio Aldecoa Kultura Etxea. Arabako Euroliburutegiak 945 18 19 44
- Europe Direct Álava 945 18 19 00
- MENDIKOI Europe Direct 945 41 03 03

Si precisa Ud. ampliación de la información recogida en cualquiera de las secciones de este número o sobre cualquier cuestión de la Unión Europea puede dirigirse al centro correspondiente de la REVIE.

Zenbaki honetako edozein ataletan informazioz edota Europako Batasunari buruzko edozein gaiz gehiago jakin nahi baduzu, jo ezazu EIES-k horretarako daukan zentrora.

www.revie.org

Precio de suscripción: 90,00 € al año/Harpidetza: 90,00 € urtean